

Chapitre 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : un mouvement mondial en faveur de l'alimentation scolaire



Le président du Kenya et les délégués du groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire après la cérémonie d'ouverture de la deuxième réunion ministérielle à Nairobi, Kenya. PAM/Arete/Edwin Nyamasyo

La Coalition pour l'alimentation scolaire a été lancée par 46 pays lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en septembre 2021, sous l'impulsion de la Finlande et de la France. Elle a été créée en réponse à la crise de la COVID-19, au cours de laquelle presque tous les pays ont fermé leurs écoles, privant 370 millions d'enfants d'un repas quotidien sur lequel ils pouvaient compter (WFP, 2020a). Le Brésil a rejoint la Coalition en tant que coprésident en 2022. Depuis sa création, la Coalition pour l'alimentation scolaire est devenue l'une des initiatives les plus réussies de ces dernières années.

Portée par un réseau d'action politique de plus en plus complexe et influent, représentant plus de 60 % de la population mondiale, la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue une expérience en constante évolution, ayant donné naissance à un nouveau modèle multilatéral et multisectoriel de collaboration adapté au XXI^{ème} siècle. Ce modèle s'avère d'autant plus pertinent à une époque où les paradigmes traditionnels, y compris celui de l'aide publique au développement, sont remis en question et réinventés.

La Coalition pour l'alimentation scolaire se concentre sur un objectif concret et partagé : garantir à tous les enfants, d'ici 2030, l'accès à un repas scolaire quotidien et nutritif. Cet objectif mondial est décliné par chaque gouvernement sous forme d'engagements multisectoriels nationaux, adaptés aux contextes, aux priorités politiques et aux besoins locaux. Dans de nombreux cas, ces engagements se sont déjà traduits par des résultats concrets à grande échelle (dont plusieurs sont présentés dans ce chapitre).

La conception de la Coalition pour l'alimentation scolaire repose explicitement sur les principes de la pensée systémique. Elle vise à instaurer une culture de collaboration entre les pays, en créant un environnement dans lequel chaque gouvernement peut à la fois partager ses expériences et apprendre de celles des autres. Elle cherche ainsi à dépasser les dichotomies dépassées entre Nord et Sud ou entre pays donateurs et pays bénéficiaires. La Coalition pour l'alimentation scolaire constitue au contraire un espace où chaque pays, quel que soit son niveau de revenu ou sa situation géographique, a quelque chose à apporter, des ressources à partager, ainsi qu'une volonté de recevoir du soutien et de s'inspirer des expériences d'autrui.

Au cœur du succès de la Coalition pour l'alimentation scolaire se trouve son modèle novateur de leadership distribué. En aidant à créer et à renforcer des réseaux de partenaires qui ne dépendent pas d'un seul organisme, d'un seul partenaire ou d'une seule partie prenante, la Coalition a mis en place un moyen plus efficace et décentralisé de soutenir les gouvernements dans leurs progrès.

À travers cet écosystème en expansion, le secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses initiatives contribuent à inspirer, encourager et orchestrer l'action.

La mesure des résultats de cette approche systémique représente un véritable défi, notamment parce qu'il est difficile d'attribuer un résultat spécifique à une action précise. Certains résultats sont également complexes à mesurer ou à suivre de manière centralisée : par exemple, le niveau de volonté politique générée, le nombre de connexions établies au sein du réseau de la Coalition ayant permis de forger des partenariats productifs, ou encore la manière dont les échanges entre pays ont favorisé un partage de connaissances et leur mise en œuvre concrète.

Dans les années à venir, le secrétariat de la Coalition explorera les moyens d'affiner la mesure de cette approche systémique et de mieux rendre compte de ce qui se passe dans ce réseau de réseaux. Ce travail sera appuyé par des partenaires spécialisés, qui se consacreront à l'étude et au développement des pratiques de leadership systémique.

Il est essentiel de rendre justice au travail et de reconnaître les contributions des individus, des communautés, des gouvernements et des partenaires qui composent l'écosystème de la Coalition et qui, par leur action collective, font de cette initiative un tel succès. Le présent chapitre présente les résultats actuels ainsi que les données quantitatives et qualitatives disponibles, illustrant la valeur générée par la Coalition pour l'alimentation scolaire à travers ce nouveau modèle collaboratif.



Premier Sommet mondial sur l'alimentation scolaire en France, 2023, avec, de gauche à droite : S.E. Ihor Kuzin, vice-ministre de la Santé de l'Ukraine ; S.E. Mme Alexis Taylor, sous-secrétaire à l'Agriculture des États-Unis ; S.E. Dr Dulce Soares, ministre de l'Éducation du Timor-Leste ; S.E. Mme Yasmine Sherif, directrice exécutive, Education Cannot Wait ; S.E. Mme Isabel Maria Correia Viegas de Abreu, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Sao Tomé-et-Principe ; S.E. M. Jean-Luc Mouthou, ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, République du Congo ; M. Robert Jenkins, directeur, Éducation et développement des adolescents, UNICEF. PAM/Rein Skullerud

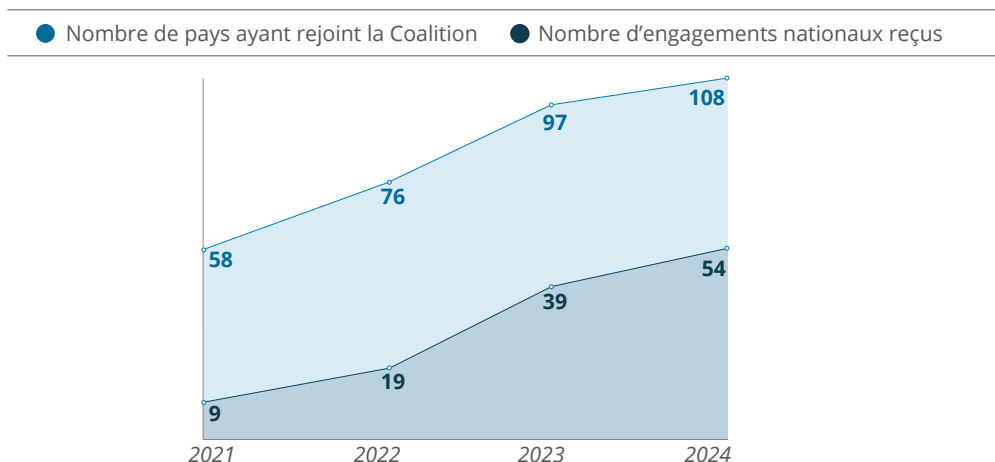
2.1 Coalition pour l'alimentation scolaire : les gouvernements réalisent des progrès sans précédent avec le soutien de leurs partenaires

Au moment de la rédaction du présent rapport, la Coalition pour l'alimentation scolaire rassemble plus de 100 gouvernements, représentant tous les niveaux de revenu, ainsi que six organisations régionales et sous-régionales et plus de 140 partenaires variés issus de la société civile, du monde universitaire, de centres de recherche, de fondations, d'agences des Nations Unies et d'institutions financières internationales. Cette diversité témoigne de la portée véritablement mondiale de la Coalition. Elle bénéficie d'un soutien politique exceptionnellement fort et constant, guidée par une Task Force composée de ministres, et d'un engagement régulier de la part des présidents et chefs d'État. L'objectif global de la Coalition pour l'alimentation scolaire est d'étendre l'échelle et d'améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, afin de répondre à plusieurs défis interconnectés dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, des systèmes alimentaires et des inégalités, ainsi qu'aux perturbations causées par les catastrophes et les chocs.

Lorsqu'un pays rejoint la Coalition, il est invité à formuler des engagements nationaux, qui servent de base à ses avancées internes et aux efforts de collaboration aux niveaux sous-régional, régional et mondial. Au moment de la rédaction du présent rapport, 54 engagements nationaux ont été soumis à la Coalition. La figure 2.1 illustre le nombre de pays ayant rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, leur année d'adhésion et ceux ayant déjà soumis un engagement formel.

Figure 2.1

Nombre de pays ayant rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire par année et par soumission d'engagement

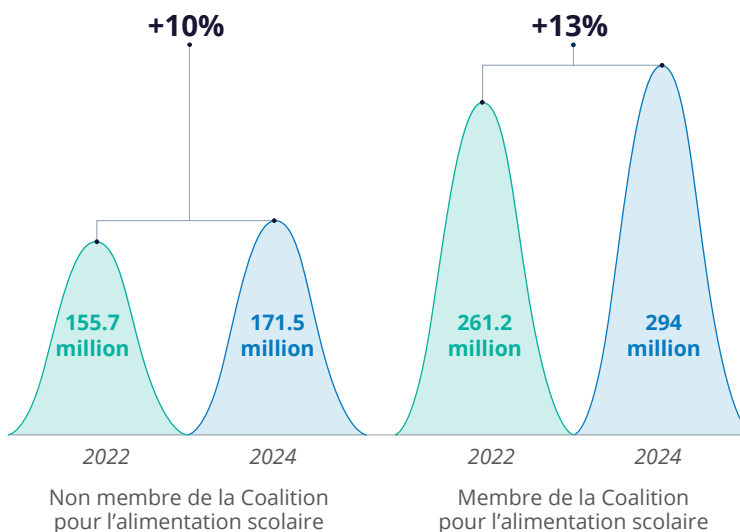


Source : Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Les données présentées au chapitre 1 montrent que, depuis 2022, environ 32 millions d'enfants supplémentaires bénéficient de repas scolaires dans des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Cela représente une hausse d'environ 13 %, dépassant l'expansion de 10 % observée dans les pays non membres de la Coalition. De même, les investissements déclarés dans les repas scolaires ont augmenté de 11 milliards de dollars américains dans les pays membres de la Coalition, soit une hausse de 45 %, contre une augmentation plus modérée de 35 % dans les pays non membres. Enfin, les cinq pays (Ukraine, République centrafricaine, Nigeria, Sénégal et Chine) qui ont adopté de nouvelles politiques en matière d'alimentation scolaire depuis la dernière édition du rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde » sont tous membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Figure 2.2

Nombre total d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire par rapport aux États non membres, *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 et 2024* (en millions)



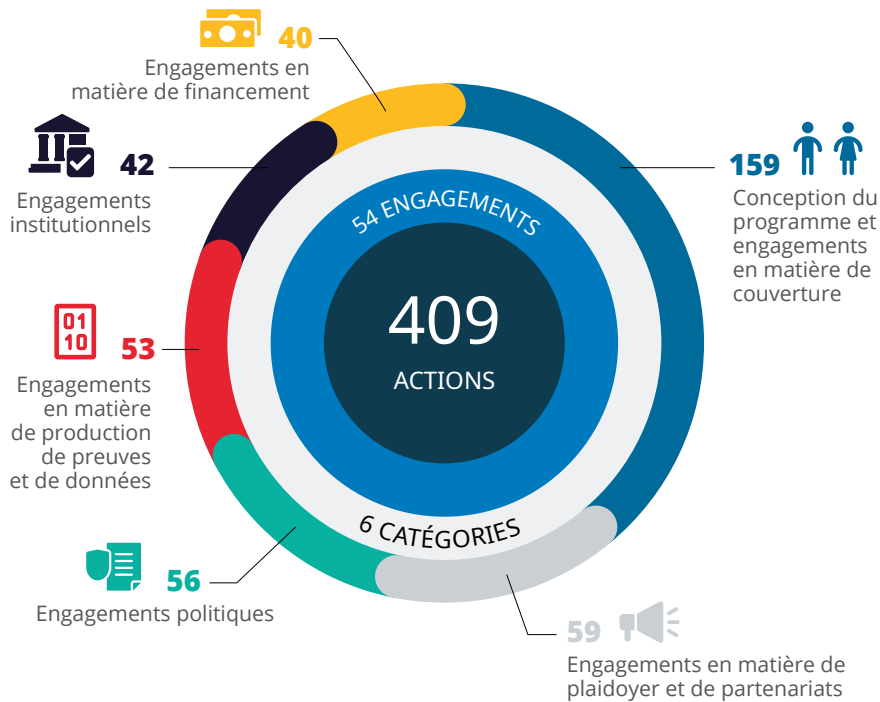
Sources : Coalition pour l'alimentation scolaire, données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Au-delà de l'extension de la couverture des programmes d'alimentation scolaire, les pays s'engagent également à améliorer la qualité et la durabilité de leurs programmes. À travers leurs engagements nationaux, les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont pris environ 409 engagements d'action, répartis en six catégories : politiques publiques, financement, cadres institutionnels, conception et couverture des programmes, données et éléments factuels, et plaidoyer et partenariats.

Figure 2.3

Engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire, ventilés par catégorie

54 engagements nationaux
409 actions réparties en six catégories






Source : Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Parmi les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ayant soumis des engagements nationaux, la majorité a défini des objectifs spécifiques accompagnés d'échéances, établissant ainsi des jalons clairs pour mesurer les progrès. Des engagements concrets et efficaces attirent un soutien accru de la part des partenaires, ce qui renforce les efforts et les ambitions des gouvernements.

En fonction du contexte national, de l'état du programme d'alimentation scolaire et des besoins propres à chaque pays, les engagements peuvent varier. Ils vont de la mise en place des bases nécessaires à la création d'un programme national d'alimentation scolaire jusqu'à l'adoption de repas scolaires universels et soigneusement conçus. Le tableau 2.1 présente des exemples d'engagements par catégorie.

Tableau 2.1

Exemples d'engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire

Catégorie		Exemples
 <p>Engagements politiques</p>	<p>Les engagements dans cette catégorie visent à faire en sorte que les programmes nationaux d'alimentation scolaire soient intégrés et prioritaires dans les plans, politiques, stratégies, lois ou autres cadres juridiques nationaux et sectoriels.</p>	<p>Le Bénin s'est engagé à adopter et diffuser une loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025, afin de garantir la stabilité financière et la durabilité du Programme national intégré d'alimentation scolaire.</p> <p>L'Irak s'est engagé à mettre en œuvre une politique nationale d'alimentation scolaire d'ici 2023, et à adopter une loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025.</p> <p>La Tanzanie s'est engagée à inclure l'alimentation scolaire dans la Politique nationale de l'alimentation et de la nutrition d'ici 2027, en tant que stratégie de promotion d'une bonne nutrition chez les enfants d'âge scolaire.</p>
 <p>Engagements en matière de financement</p>	<p>Ces engagements incluent : (i) des engagements nationaux pour établir une ligne budgétaire dédiée au programme national d'alimentation scolaire ; (ii) des engagements internationaux visant à soutenir des programmes dans d'autres pays n'ayant pas les ressources nécessaires.</p>	<p>Le Sri Lanka s'est engagé à mettre en place, d'ici 2030, une Initiative sur le financement durable comprenant une ligne budgétaire interministérielle pour son programme d'alimentation scolaire, et à augmenter l'allocation annuelle de 61 millions à 204 millions de dollars américains.</p> <p>Le Tchad s'est engagé à augmenter le financement alloué aux repas scolaires de 15 % chaque année à partir de 2024.</p> <p>L'Allemagne a soutenu des programmes de l'alimentation scolaire dans différents pays et contextes afin d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants et de leurs familles. Un exemple notable est le projet « Accelerating School Meals », une initiative de cinq ans dotée d'un budget de 22 millions d'euros visant à promouvoir des repas scolaires préparés à partir de produits locaux et respectueux du climat en République démocratique populaire lao et en Sierra Leone.</p>
 <p>Engagements institutionnels</p>	<p>Ces engagements concernent le renforcement des capacités institutionnelles et des mécanismes de coordination pour piloter et mettre en œuvre les programmes à tous les niveaux. Ils incluent l'établissement de normes, de plans (tels que les lignes directrices nutritionnelles) et la création de comités ou groupes de travail multisectoriels.</p>	<p>Le Lesotho s'est engagé à créer un comité directeur de haut niveau présidé par le Secrétaire principal de l'éducation et de la formation, composé de hauts représentants des ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Développement social, des Collectivités locales, du Commerce, du Cabinet (Bureau de coordination alimentation et nutrition) et de partenaires du développement.</p> <p>L'Irak s'est engagé à établir un comité interministériel de coordination sur les repas scolaires d'ici 2024, et à créer, d'ici 2026, des structures et mécanismes de coordination dotés de ressources humaines et financières suffisantes.</p> <p>Le Tadjikistan s'est engagé à élaborer et adopter un plan de transition du projet de développement de l'alimentation scolaire soutenu par le PAM à un programme national financé par le budget de l'État.</p>

Catégorie	Exemples
<p data-bbox="400 300 567 472">Sous-catégorie 1 : Engagements en matière de couverture des programmes</p>	<p data-bbox="856 224 1129 325">Le Sri Lanka et le Bénin se sont engagés à atteindre la couverture universelle d'ici 2026.</p> <p data-bbox="856 350 1097 426">Le Kenya s'est engagé à atteindre la couverture universelle d'ici 2030.</p> <p data-bbox="856 451 1139 550">Le Tadjikistan s'est engagé à fournir des repas scolaires à plus de 50 % des élèves du primaire d'ici 2027.</p>
<div data-bbox="181 776 264 839"> </div> <p data-bbox="172 858 373 1049">Engagements en matière de couverture et de conception des programmes</p> <p data-bbox="400 1049 567 1220">Sous-catégorie 2 : Engagements en matière de conception des programmes</p>	<p data-bbox="856 592 1115 691">La Guinée s'est engagée à utiliser 80 % de produits locaux dans les cantines scolaires d'ici 2030.</p> <p data-bbox="856 715 1126 868">La France s'est engagée à servir 50 % de produits durables, dont au moins 20 % de produits biologiques, dans les repas scolaires nationaux.</p> <p data-bbox="856 892 1126 1226">Le Luxembourg s'est engagé à promouvoir les circuits courts, à lutter contre le gaspillage alimentaire et la pollution plastique dans les cantines scolaires, notamment en adaptant les menus, en vendant les restes à prix réduits, en installant des fontaines à eau et en évitant les plastiques à usage unique.</p> <p data-bbox="856 1250 1135 1506">Le Lesotho a imposé que 80 % des denrées alimentaires utilisées dans les repas scolaires proviennent de petits agriculteurs locaux, avec un accent mis sur les pratiques agricoles durables, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé.</p> <p data-bbox="856 1530 1133 1683">Le Tadjikistan s'est engagé à moderniser 100 % des cantines scolaires avec des équipements et infrastructures adaptés d'ici 2027.</p>

Catégorie

Exemples

01
10

Engagements en matière de production de preuves et de données

Les engagements en matière de production de données et de génération de preuves peuvent inclure les efforts des pays pour produire des données probantes, améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données, et veiller à leur intégration dans les processus de décision et d'élaboration des politiques.

Le **Sri Lanka** s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie de numérisation et un outil permettant de suivre la mise en œuvre de la Politique nationale de santé scolaire à tous les niveaux (école, province, national) d'ici 2026.

Le **Rwanda** s'est engagé à soutenir et à renforcer les liens entre les institutions universitaires nationales, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, le gouvernement et les autres initiatives pertinentes de recherche sur l'alimentation scolaire et l'apprentissage.

Le **Burundi** s'est engagé à finaliser, d'ici fin 2025, l'évaluation d'impact de son programme d'alimentation scolaire, les études sur les rapports coût-bénéfice et coût-efficacité, ainsi que l'évaluation de l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire ; et à mobiliser les parties prenantes — ministères, universités, bailleurs, autorités locales — pour mener un examen concerté des politiques et des financements en vue de mettre en œuvre les recommandations issues de ces travaux.



Engagements en matière de plaidoyer et de partenariats

Cette catégorie regroupe les engagements de haut niveau en matière de plaidoyer, visant à renforcer la visibilité et la reconnaissance multisectorielle des repas scolaires aux niveaux national, régional et mondial.

Le **Honduras** s'est engagé à renforcer ses partenariats avec les organisations internationales de développement, les institutions multilatérales, le système des Nations Unies, la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé afin de mobiliser davantage de soutien financier et technique pour la mise en œuvre de son programme national.

Le **Suriname** s'est engagé à faire représenter le pays par au moins deux ministres concernés et deux experts dans les réunions ministérielles de la Coalition pour l'alimentation scolaire, et à faire activement la promotion des repas sains et nutritifs dans la région.

Plusieurs États membres précisent également leur volonté de collaborer avec les initiatives mondiales et les partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en mobilisant expertises, données et mécanismes de financement innovants afin de surmonter les obstacles et d'accélérer les progrès.

Près de la moitié des gouvernements ayant soumis des engagements nationaux ont exprimé leur attachement à une participation aux efforts régionaux et internationaux, soulignant l'importance du soutien entre pairs et de la coopération Sud-Sud triangulaire. Par exemple :

- L'**Ouganda** s'est engagé à participer aux activités régionales et mondiales de la Coalition pour l'alimentation scolaire afin de partager son expérience et de s'inspirer des meilleures pratiques.
- Les **États-Unis** ont affirmé leur volonté de collaborer avec les membres de la Coalition, en s'appuyant sur les apports et les enseignements du programme américain McGovern-Dole d'alimentation scolaire et de nutrition infantile à l'échelle internationale, afin de garantir à chaque enfant une bonne nutrition et une éducation de qualité.

Des enfants jouent au football dans un camp de réfugiés au Tchad. World Vision/Amy Van Drunen



2.2 Un nouveau modèle collaboratif : fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses réseaux

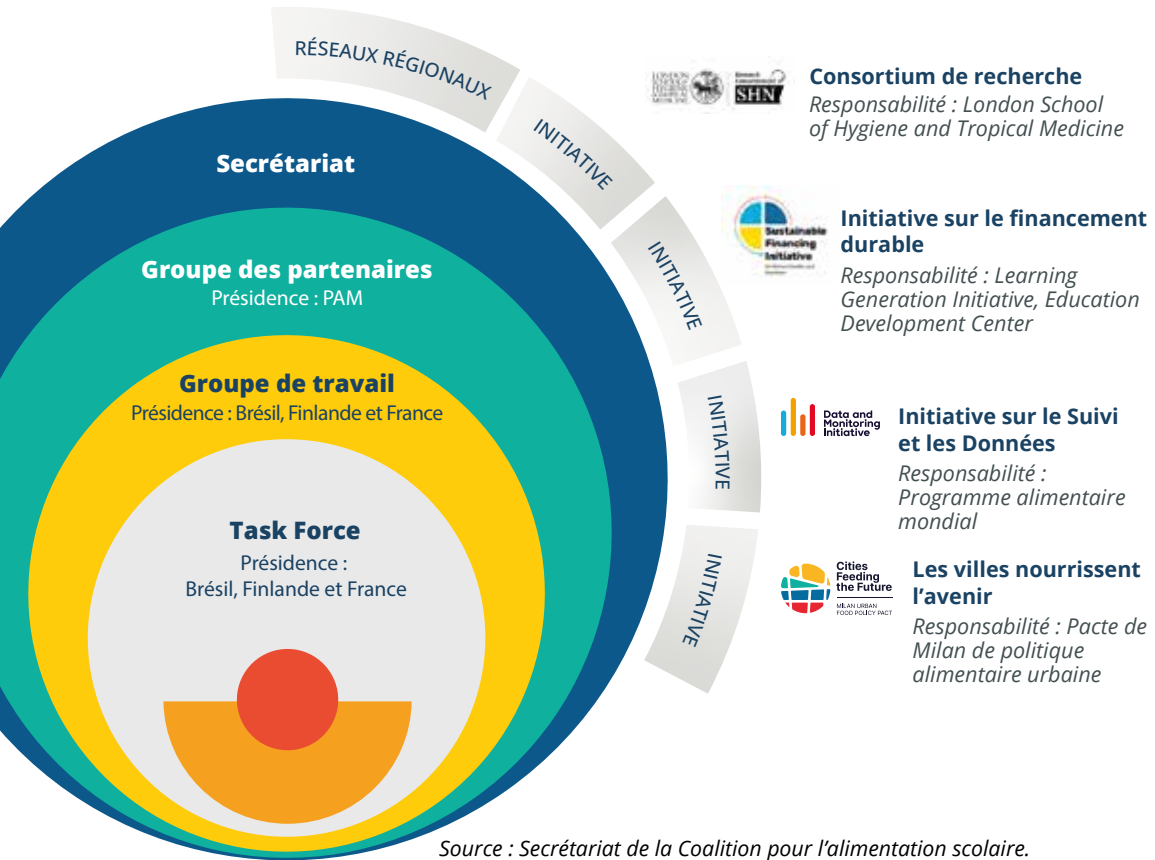
Une définition courante du mot « coalition » est la suivante : une alliance entre différents États, organisations ou individus qui conviennent d'agir ensemble pour atteindre un objectif commun. Une autre définition intéressante est : un groupe constitué pour entreprendre une action dépassant les capacités d'un seul de ses membres. Ces deux définitions permettent de bien comprendre ce qu'est la Coalition pour l'alimentation scolaire.

La Coalition pour l'alimentation scolaire est un cadre de partenariat volontaire et collaboratif, créé par les gouvernements, pour les gouvernements, dans lequel ceux-ci partagent leurs bonnes pratiques, renforcent leur coopération et se soutiennent mutuellement afin d'intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire.

À l'échelle mondiale, la Coalition pour l'alimentation scolaire repose sur trois principaux organes et un secrétariat qui constituent une structure souple et agile. Elle comprend également quatre initiatives d'appui aux pays, qui sont elles-mêmes de vastes réseaux réunissant partenaires et États membres (voir figure 2.4).

Figure 2.4

Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire



La task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire est dirigée à tour de rôle par les co-présidents de la Coalition (actuellement le Brésil, la Finlande et la France). Elle est composée de points focaux désignés par chacun des pays membres leaders. La task force constitue l'organe décisionnel de la Coalition : elle détermine l'orientation stratégique générale, fixe les priorités annuelles, fournit des orientations et un leadership au secrétariat et aux initiatives, et pilote le plaidoyer et le positionnement politique. Les membres actuels de la task force sont : l'Union africaine, le Brésil, la Finlande, la France, le Guatemala, le Honduras, le Japon, le Kenya, le Rwanda, le Sénégal, la Suède et les États-Unis. La task force se réunit virtuellement tous les deux mois, et physiquement au niveau ministériel tous les deux ans. La réunion inaugurale a eu lieu à Helsinki en octobre 2022 et la deuxième s'est tenue au Kenya en octobre 2024. Ces réunions ministérielles constituent des moments clés pour approuver les priorités de la Coalition pour le prochain biennium (voir encadré 2.1 pour plus de détails sur la réunion ministérielle de la task force de 2024 et les priorités de la Coalition).

Encadré 2.1

Deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire

La deuxième réunion ministérielle a été organisée par le gouvernement kényan et s'est tenue à Nairobi, au Kenya, le 29 octobre 2024.

Les participants comprenaient les 12 membres de la task force ainsi que des invités spéciaux de la Norvège, de la Fondation Rockefeller, de la Fondation Novo Nordisk, du Partenariat mondial pour l'éducation, de la Banque africaine de développement et de la Banque islamique de développement.

S.E. Dr William Samoei Ruto, président de la République du Kenya, a prononcé le discours d'ouverture, réaffirmant l'engagement du Kenya à étendre l'alimentation scolaire pour atteindre 10 millions d'enfants d'ici 2030.

Au cours de la réunion, la task force a approuvé six priorités pour la Coalition pour l'alimentation scolaire pour la période 2025–2026, telles que présentées dans la Déclaration finale qui en a résulté:¹

1. Faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale, et élargir l'accès à des financements durables :

Plaider pour que l'alimentation scolaire soit reconnue comme un investissement à fort impact dans le capital humain et la croissance ; identifier un ensemble de champions influents ; engager les ministres des Finances dans ce dialogue et mobiliser les institutions financières internationales aux plus hauts niveaux pour positionner cette question comme une priorité mondiale. Aider les pays à explorer des options pour mobiliser des ressources intérieures et extérieures, élargir l'espace budgétaire, combler les déficits de financement et progresser vers l'autonomie. Renforcer l'Initiative sur le financement durable afin de piloter cette priorité et assurer une collaboration étroite avec l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim.

¹ [Leaders Statement Kenya TF Meeting 29 October 2024_29.10.24.final.pub.pdf](#)

- 2. Passer des engagements à l'action au niveau national :** encourager les pays à accélérer la montée en puissance et l'amélioration de la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire en les mettant en relation avec des partenaires appropriés, en leur apportant une assistance et en favorisant les échanges entre pairs. Soutenir le lancement de la nouvelle initiative de la School Meals Coalition, qui fournira une assistance technique stratégique, adaptée à la demande, aux pays à revenu faible et intermédiaire inférieur pour des programmes nationaux durables.
- 3. Renforcer les données probantes pour éclairer les décisions et optimiser les programmes :** documenter les meilleures pratiques et les Études de Retour sur Investissement des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire ; orienter les décisions des gouvernements grâce à la déclaration annuelle de recherche et à la vitrine de données probantes produites par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire.
- 4. Mesurer les résultats et rendre compte des avancées de la Coalition :** Soutenir le lancement du rapport biennal *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* report qui fait le point sur les progrès mondiaux ; suivre le nouvel indicateur de l'ODD 4 sur la couverture de l'alimentation scolaire ; renforcer les indicateurs permettant de mesurer les progrès à l'échelle mondiale à travers la nouvelle base de données de la Coalition ; et améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données de qualité sur le financement, les programmes nationaux, les repas scolaires en milieu urbain et les activités complémentaires, grâce à l'Initiative sur le Suivi et les Données.
- 5. Donner aux villes et municipalités les moyens d'agir :** accorder la priorité au soutien au niveau infranational par le biais de l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en mobilisant un groupe de maires et de dirigeants champions locaux afin d'améliorer leurs programmes grâce à un appui ciblé, au partage d'expériences et au plaidoyer.
- 6. Assurer une participation de haut niveau à la prochaine réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire au Brésil en 2025 et soutenir d'autres rassemblements de plaidoyer :** ces événements incluent la présidence du G20 par l'Afrique du Sud, la présidence du G7 par le Canada, la 10ème Journée africaine de l'alimentation scolaire, le deuxième Bilan des systèmes alimentaires, le sommet Nutrition for Growth à Paris, le sommet pour le développement social/l'Assemblée générale des Nations Unies, la COP 30 et les réunions régionales de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Le groupe de travail : le Groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue le principal forum élargi et pleinement inclusif, réunissant l'ensemble des pays membres de la Coalition. Il est coprésidé par la Finlande, la France et le Brésil, et sert de plateforme ouverte pour le partage d'informations, la diffusion des bonnes pratiques et des expériences nationales, l'établissement et la mobilisation de partenariats et d'alliances supplémentaires entre pays et avec d'autres partenaires, ainsi que le partage d'expertise et le soutien institutionnel. Les membres de la Coalition se réunissent virtuellement tous les deux mois et, tous les deux ans, au niveau ministériel lors des Sommets mondiaux de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Le premier Sommet mondial a été organisé en France en 2023 (voir l'encadré 2.2 pour plus de détails sur le Sommet mondial de Paris). Le deuxième Sommet mondial aura lieu au Brésil en 2025.

Encadré 2.2

Premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire

Le premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est tenu à Paris en octobre 2023, à l'invitation de la France et sous le haut patronage du Président de la République française.

Ce sommet a marqué la première réunion de l'ensemble des membres de la Coalition et a offert l'occasion de mettre en valeur la mobilisation et les engagements des gouvernements en faveur de l'alimentation scolaire. Il visait à harmoniser l'action mondiale et à fixer collectivement des objectifs ambitieux pour les années à venir.

Réunissant des dirigeants politiques de haut niveau issus de 66 pays, de quatre organisations régionales et de 65 organisations partenaires, le sommet a constitué un moment décisif pour le plaidoyer mondial en faveur de l'alimentation scolaire. Parmi les participants notables figurait le Président du Honduras.

L'événement a réaffirmé la conviction commune selon laquelle l'alimentation scolaire est un levier de progrès économique, social et environnemental, en soutenant les objectifs dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé, de la protection sociale, de l'égalité des genres, des systèmes agroalimentaires et de l'action climatique.

Au cours de cet événement, les pays, les instances régionales et les partenaires ont présenté leurs efforts passés et futurs. La réunion a donné lieu à de nombreuses annonces, prises d'engagements et résultats, notamment :

- le Brésil a été accueilli en tant que troisième coprésident de la Coalition, aux côtés de la Finlande et de la France ;
- neuf nouveaux États membres et partenaires ont rejoint la Coalition ;
- l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition a été lancée ;
- plus de 100 organisations de la société civile, sous la direction de Plan International et World Vision International, ont publié un appel conjoint des ONG en faveur des repas scolaires, demandant un financement adéquat, des normes nutritionnelles solides et des mécanismes de redevabilité indépendants.

La réunion a également servi de tremplin à l'engagement de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2024 et au-delà. Elle s'est conclue par une [déclaration finale](#) signée par les trois coprésidents de la Coalition : le Brésil, la Finlande et la France.

Le prochain Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui se tiendra au Brésil en septembre 2025, s'appuiera sur la dynamique du Sommet de 2023 et poursuivra l'action collective en faveur de l'accès universel des enfants à un repas sain à l'école.

Pour en savoir plus sur l'événement, consulter les enregistrements et lire le rapport complet du sommet, rendez-vous sur le site de la Coalition pour l'alimentation scolaire :

[School Meals First Global Summit \(schoolmealscoalition.org\)](https://www.schoolmealscoalition.org).

Le Groupe des partenaires est présidé par le PAM et réunit l'ensemble des organisations partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À l'image du groupe de travail, il constitue un forum large d'échange d'informations, principalement sur le plan technique. Le groupe des partenaires se réunit virtuellement tous les deux mois.

Le secrétariat est hébergé par le PAM, grâce à un renforcement des capacités de son Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale, basé au siège du PAM à Rome. Il agit comme organe de coordination de la Coalition pour l'alimentation scolaire, sous l'orientation stratégique de la task force. Le secrétariat contribue à définir le fonctionnement de l'écosystème de la Coalition, notamment en menant des actions de sensibilisation auprès de nouveaux membres, en organisant des réunions et événements périodiques, en tenant les parties prenantes informées, mobilisées et motivées, et en facilitant la mise en relation des initiatives tout en évitant les doublons.

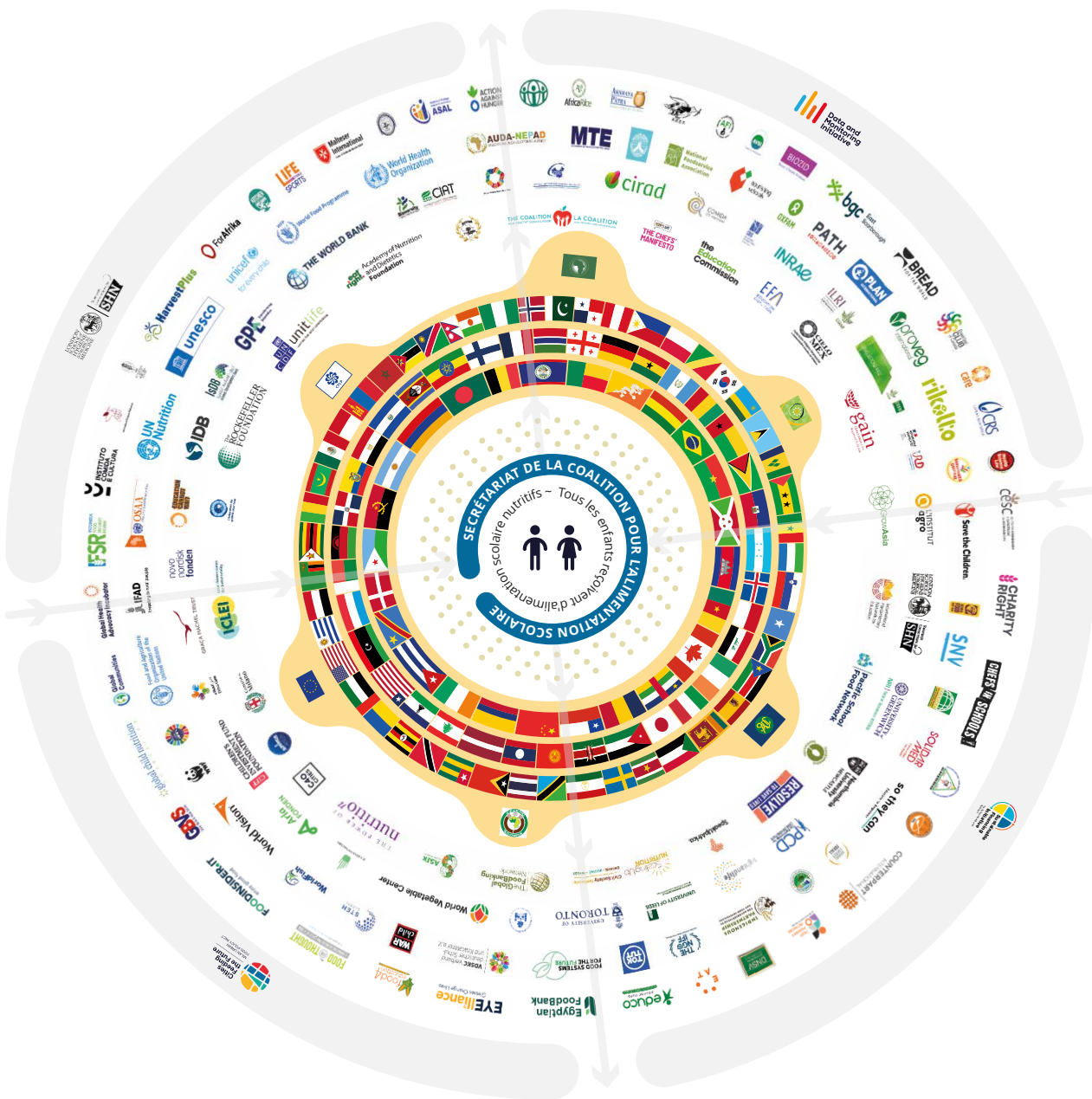
Les initiatives suivantes ont été mises en place pour soutenir les gouvernements confrontés à des besoins et des défis spécifiques liés à leurs engagements (la section 2.3 ci-dessous fournit plus de détails) :

- Le **Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire** en milieu scolaire, hébergé par la London School of Hygiene and Tropical Medicine, coordonne les efforts indépendants à l'échelle mondiale de réseaux universitaires, de groupes de réflexion et de partenaires de recherche. Il produit des données probantes sur la conception, les coûts, la mise en œuvre et l'impact des programmes de santé et de nutrition scolaires ; promeut l'investissement dans ces domaines ; et fournit aux décideurs des pays membres de la Coalition des conseils stratégiques et programmatiques fondés sur les bonnes pratiques.
- L'**Initiative sur le financement durable**, hébergée par l'Education Development Centre, explore différents moyens d'aider les pays à mobiliser des sources de financement plus durables pour les programmes d'alimentation scolaire. Cela comprend notamment le renforcement du financement public national et l'identification de moyens pour accroître, rendre plus efficaces et pérenniser les contributions des donateurs.
- L'**Initiative sur le Suivi et les Données**, hébergée par le PAM, coordonne les efforts des pays et des partenaires pour développer et maintenir une base de données mondiale sur les repas scolaires, ainsi que des indicateurs améliorés permettant de suivre et de mesurer les actions et les résultats de la Coalition.
- L'**Initiative « Les villes nourrissent l'avenir »**, hébergée par le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, valorise les bonnes pratiques et les connaissances issues de villes performantes dans le monde entier afin d'en favoriser la reproduction par d'autres villes des pays membres de la Coalition.

Figure 2.5

L'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire : collaboration multisectorielle du niveau local au niveau mondial

- Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire
- Les initiatives
- Organismes régionaux et gouvernements
- Partenaires
- Villes



Avertissement : cette visualisation est fournie à titre indicatif uniquement et ne reflète pas tous les aspects de la Coalition pour l'alimentation scolaire. La Coalition évolue rapidement, de sorte que les informations présentées peuvent être obsolètes au moment de la publication.

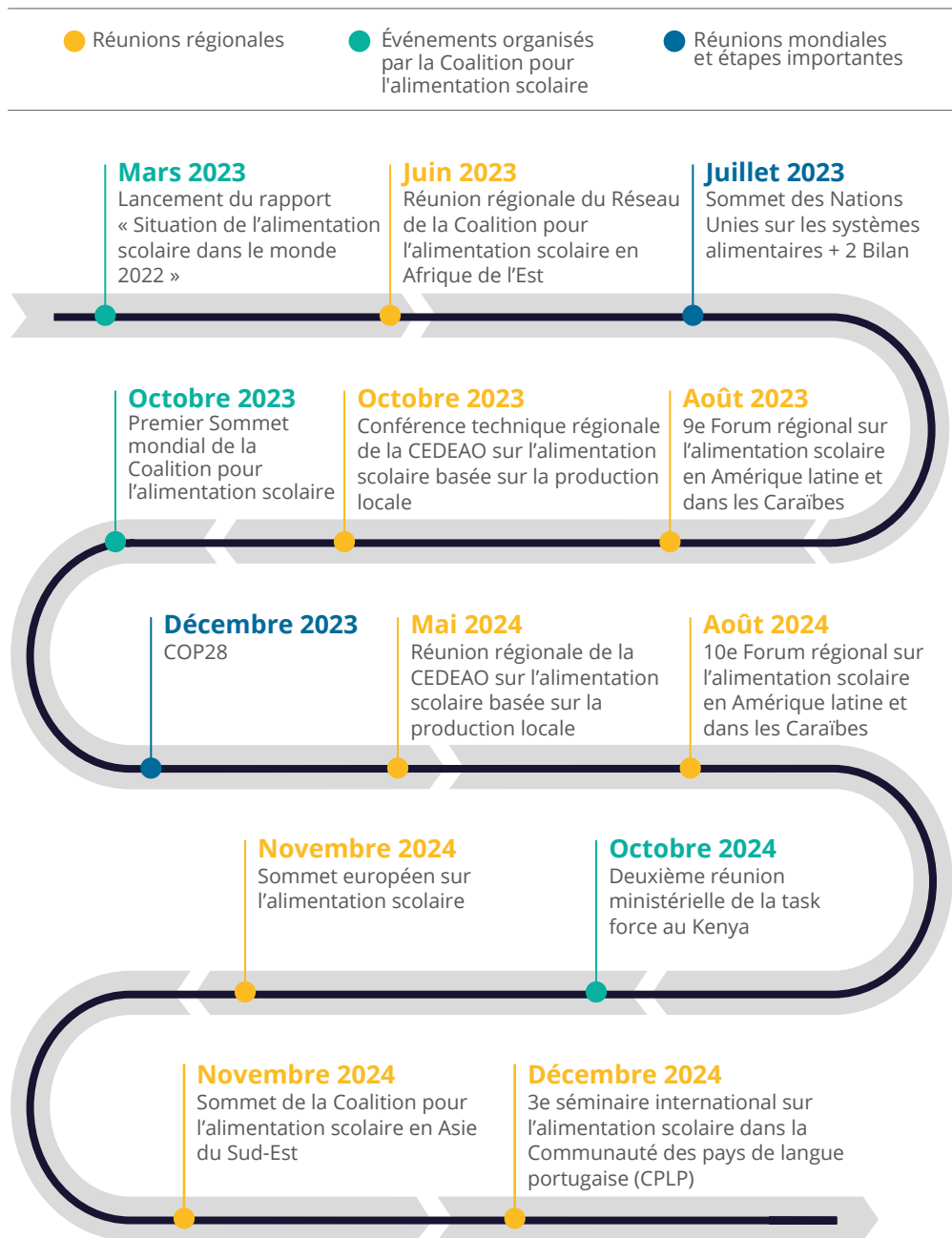
La Coalition pour l'alimentation scolaire a été conçue pour optimiser les interactions entre les pays et les partenaires, favoriser les échanges d'informations, de ressources et de capacités, et faire progresser, grâce à ces connexions, les résultats à différents niveaux. En 2023 et 2024, plus de 5 000 personnes ont participé à des événements virtuels et en présentiel liés à la Coalition, contribuant à renforcer les réseaux et les communautés de pratique. Environ 110 gouvernements et instances régionales, ainsi que 116 partenaires, ont été mobilisés à travers divers événements, influençant ainsi le débat public et facilitant l'émergence de consensus. La figure 2.6 présente les principaux événements liés à la Coalition qui ont eu lieu au cours des deux dernières années.

La directrice exécutive du PAM, Cindy McCain, se joint aux ministres et autres dirigeants de la Coalition pour l'alimentation scolaire lors de la deuxième réunion ministérielle du groupe de travail de la Coalition à Nairobi, au Kenya, en 2024. PAM/Edwin Nyamasyo



Figure 2.6

Événements clés de la Coalition pour l'alimentation scolaire 2023-2024



Grâce aux efforts de plaidoyer des membres et partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les repas scolaires sont désormais reconnus dans les principaux forums mondiaux, tels que la COP 28, le G20 – y compris l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim soutenue par la présidence brésilienne du G20 –, le G7, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable et l'Assemblée générale des Nations Unies. Le tableau 2.2 présente les déclarations et prises de position émises par la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses membres, ainsi que les discussions plus larges que la Coalition a contribué à influencer.

Tableau 2.2

Déclarations publiées ou influencées par la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2023-2024

2023	<i>Communiqué de la 8e Journée africaine de l'alimentation scolaire</i>
	<i>Donner les moyens d'un avenir meilleur : l'alimentation scolaire basée sur la production locale de la CEDEAO pour le développement du capital humain et la croissance économique</i>
	<i>Communiqué des ministres de l'Agriculture du G7 à Miyazaki (2023)</i>
	<i>Déclaration de Paris – Première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire</i>
	<i>Déclaration des dirigeants du G20 à New Delhi (2023)</i>
	<i>Déclaration des Émirats arabes unis lors de la COP 28 sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique (2023)</i>
2024	<i>Forum politique de haut niveau : Déclaration ministérielle</i>
	<i>Déclaration des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire – Dixième Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (2024)</i>
	<i>Communiqué de la réunion des ministres du Développement du G7 à Pescara</i>
	<i>Réunion mondiale sur l'éducation : Déclaration de Fortaleza</i>
	<i>Déclaration finale de la réunion de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire</i>
	<i>Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté : Panier de politiques sur les repas scolaires</i>
	<i>Communiqué du sommet U20 Rio/São Paulo</i>
	<i>Déclaration des dirigeants du G20 à Rio de Janeiro</i>
<i>Déclaration finale : Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est</i>	
	<i>3e Séminaire international sur les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de la CPLP - Communiqué final</i>

Afin de toucher et mobiliser sa communauté internationale diversifiée, la Coalition pour l'alimentation scolaire utilise plusieurs plateformes de communication qui facilitent la mise en relation et l'apprentissage entre pays. Le [site web](#) de la Coalition, relancé en septembre 2024, constitue un véritable centre de ressources mondiales sur les données, les recherches et les actions gouvernementales. Il a attiré plus de 24 000 consultations en provenance de 183 pays. La liste de diffusion de la Coalition compte des abonnés dans l'ensemble des pays membres, parmi les partenaires et les parties prenantes aux niveaux mondial, régional et local. Elle permet la diffusion d'un bulletin d'informations mensuel, qui totalise désormais 20 éditions. Les réalisations des pays et partenaires sont régulièrement mises en avant sur les réseaux sociaux de la Coalition, qui ont enregistré une augmentation de 80 % du nombre d'abonnés en 2024.

L'un des développements majeurs de ces dernières années est l'évolution de la Coalition au niveau régional. La collaboration avec les organes régionaux et sous-régionaux s'est renforcée, avec un élargissement du nombre de membres de deux à six organisations. Depuis 2023, ces organes régionaux ont organisé et accueilli huit événements régionaux sur quatre continents, rassemblant environ 80 pays et près de 800 participants. Ces rencontres ont abouti à quatre déclarations ou prises de position régionales, qui ont alimenté les discussions à l'échelle mondiale (voir tableau 2.3 pour un résumé des efforts régionaux).

Les dynamiques régionales offrent une plateforme essentielle pour l'échange de bonnes pratiques, le partage d'expériences et la coopération entre pays. En créant des liens entre pays partageant des contextes géographiques, linguistiques ou économiques communs, ces événements renforcent et amplifient l'impact des engagements nationaux, en favorisant des actions plus coordonnées et plus efficaces.

Tableau 2.3

Résumé des efforts régionaux

Événement	Participants, gouvernements et partenaires	Principaux résultats	Déclaration/ Document de sensibilisation
2024			
<p>3e Séminaire international sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation scolaire dans la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), São Tomé-et-Príncipe</p>	<p>43 participants de huit pays et quatre partenaires</p>	<p>L'événement a conduit à l'adhésion de la CPLP à la Coalition pour l'alimentation scolaire et à la création d'un Réseau CPLP sur l'alimentation scolaire, la nutrition et la santé, en tant qu'espace de dialogue multilatéral régulier.</p>	<p><i>3e Séminaire international sur les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de la CPLP - Communiqué final</i></p>
<p>Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est, Siem Reap, Cambodge</p>	<p>134 participants de sept gouvernements et 39 organisations partenaires</p>	<p>D'importants engagements nationaux financiers ont été annoncés, accompagnés d'initiatives visant à développer des mécanismes de financement durables (tels que le financement mixte et le financement climatique) pour favoriser l'élargissement des programmes et leur viabilité à long terme. Le Cambodge s'est engagé à intégrer les repas scolaires dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), assurant ainsi leur ancrage durable en tant que priorité régionale.</p> <p>Les Philippines ont été désignées pour accueillir le prochain sommet régional.</p>	<p><i>Déclaration finale : Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est</i></p>
<p>Sommet européen sur l'alimentation scolaire, Kyïv, Ukraine</p>	<p>88 participants de 24 pays et 14 partenaires</p>	<p>Positionnement de l'alimentation scolaire comme outil de cohésion sociale, de durabilité des systèmes alimentaires et de développement du capital humain.</p> <p>Les participants se sont engagés à mettre en place des cadres fondés sur les données et à mobiliser un appui technique et financier aux niveaux national et régional.</p> <p>Six municipalités ukrainiennes (Kropyvnytskyi, Jytomyr, Brovary, Zaporijjia, Sheptytskyi et Ivano-Frankivsk) ont rejoint le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine ainsi que l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire.</p>	<p>s.o.</p>

<p>10e Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, Mexico, Mexique, 2024</p>	<p>131 participants de 24 pays et 31 partenaires</p>	<p>Mise en avant de politiques publiques intégrées comme fondement de programmes d'alimentation scolaire durables.</p> <p>Reconnaissance régionale renforcée du rôle de l'alimentation scolaire pour améliorer la nutrition, renforcer la résilience climatique et appuyer des systèmes alimentaires durables.</p>	<p><u>Déclaration des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire – Dixième Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (2024)</u></p>
<p>Conférence technique régionale 2024 de la Communauté économique des États de l'Ouest (CEDEAO) sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, Dakar, Sénégal</p>	<p>128 participants de 21 gouvernements et 25 partenaires</p>	<p>Discussions centrées sur le financement des engagements nationaux budgétés en matière d'alimentation scolaire basée sur la production locale.</p> <p>Présentation du rapport « Analyse du paysage de l'alimentation scolaire basée sur la production locale dans l'espace CEDEAO ».</p>	<p>s.o.</p>
<p>2023</p>			
<p>Conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, Dakar, Sénégal</p>	<p>Plus de 70 participants de 14 pays</p>	<p>Lancement du réseau régional d'Afrique de l'Ouest.</p> <p>Cette initiative a permis l'adhésion de la CEDEAO à la Coalition pour l'alimentation scolaire.</p>	<p><u>Donner les moyens d'un avenir meilleur : l'alimentation scolaire basée sur la production locale de la CEDEAO pour le développement du capital humain et la croissance économique</u></p>
<p>Le pouvoir des approches multisectorielles pour le développement du capital humain, 9e Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Brasília, Brésil</p>	<p>200 participants issus de 25 pays d'Amérique latine, ainsi que de partenaires représentant des institutions financières internationales, des organisations régionales, des entités de coopération internationale, des agences des Nations Unies, le monde universitaire et le secteur privé</p>	<p>Lancement du rapport « <i>Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022</i> ».</p>	<p><u>Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022</u></p>
<p>Réunion régionale du Réseau de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est, Kigali, Rwanda</p>	<p>39 participants de neuf pays et huit partenaires</p>	<p>Lancement du Réseau de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est</p>	<p>s.o.</p>

2.3 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : initiatives mondiales face aux défis

La Coalition pour l'alimentation scolaire a mis en place quatre initiatives conçues pour accompagner les pays et les partenaires confrontés à des défis ou besoins spécifiques. Ces initiatives fonctionnent comme des réseaux de partenaires à part entière, renforçant la portée, l'impact et le pouvoir d'action de la Coalition. Depuis son lancement en 2021, les initiatives ont collaboré avec environ 48 gouvernements et facilité des échanges entre près de 100 villes.

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire

Objectifs

Lancé en 2021 comme première initiative de la Coalition, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires a été créé en réponse à la demande des États membres souhaitant disposer d'analyses sur les politiques fondées sur des preuves afin d'identifier les approches les plus efficaces pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire. À cette fin, le Consortium de recherche vise à : (i) rassembler et analyser les données sur les coûts et l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire en matière d'acquis scolaires, de développement cognitif, social et physique, afin de consolider les arguments en faveur de l'investissement ; et (ii) traduire ces données en politiques et en actions concrètes que les décideurs et les parlementaires peuvent utiliser pour concevoir ou renforcer des programmes nationaux efficaces.

Mode de fonctionnement

Le Consortium adopte une approche résolument mondiale de la collecte et de la diffusion de données probantes, en veillant à favoriser un dialogue véritablement international et à garantir la pertinence des recherches pour différents contextes nationaux.

Pour ce faire, il a cofondé une Académie mondiale réunissant plus de 1 100 chercheurs et praticiens issus d'environ 330 organisations réparties dans 110 pays. Les travaux de ces universitaires sont organisés au sein de six communautés de pratique thématiques — des groupes de chercheurs spécialisés dans des domaines spécifiques de la santé et de la nutrition en milieu scolaire — créées pour combler les lacunes en matière de données probantes identifiées par les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Le Consortium de recherche collabore également avec des centres de savoir régionaux et nationaux existants afin de co-produire des données probantes et des orientations adaptées aux contextes spécifiques des États membres de la Coalition. Par exemple : en Afrique, par l'intermédiaire de l'African Nutrition Society et de la Fédération des sociétés africaines de nutrition ; en Asie, grâce au réseau de l'ANASE et à l'Indian Nutrition Society ; en Europe, par le biais de la Garantie européenne pour l'enfance ; en Amérique latine, par le Réseau RAES pour une alimentation scolaire durable ; et en Amérique du Nord, par les Instituts nationaux de la santé. Cette approche favorise un échange bidirectionnel de connaissances entre le Consortium et ses parties prenantes, dans lequel l'expertise mondiale éclaire les pratiques locales, tandis que les expériences de terrain enrichissent l'agenda de recherche et de politiques à plus grande échelle.

Les travaux du Consortium de recherche sont guidés par une stratégie de recherche décennale visant à soutenir l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire : garantir à chaque enfant l'accès à un repas scolaire nutritif d'ici 2030. Il est coordonné par un petit secrétariat hébergé à la London School of Hygiene & Tropical Medicine. Ce secrétariat joue un rôle central dans la coordination des collaborations de recherche à l'échelle mondiale et dans la traduction des données en orientations concrètes à l'intention des décideurs, des praticiens et des parties prenantes de tous les secteurs.

Axes de recherche prioritaires

Le Consortium de recherche a mis en place six communautés de pratique pour orienter les travaux de recherche sur les données probantes et les politiques, une septième étant en cours de développement.

La communauté de pratique *Impact et données probantes* mène des revues systématiques sur l'efficacité et le rapport coût-efficacité des programmes d'alimentation scolaire, en évaluant leur impact sur plusieurs résultats : acquis scolaires, développement physique et cognitif, et bien-être psychosocial. Cela comprend une revue² systématique de la base de données Cochrane sur l'impact de l'alimentation scolaire sur le bien-être des enfants, la première du genre depuis près de 20 ans.

² Pour plus d'informations sur la revue systématique de la Cochrane Database, rendez-vous sur <https://www.cochranelibrary.com/>.

La communauté de pratique *Analyse et indicateurs* réalise des analyses nationales du rapport coût-efficacité des programmes d'alimentation scolaire des États membres de la Coalition. Elle estime les retours sur investissement dans quatre secteurs clés : santé, éducation, protection sociale et agriculture.

Des études sont en cours avec 14 gouvernements, dont huit en Afrique subsaharienne. Au Nigéria, les résultats ont conduit à un engagement du gouvernement d'étendre le programme national d'alimentation scolaire de 10 à 20 millions d'enfants. Aux Philippines, l'étude sert de base à une refonte de ce programme.

La communauté de pratique *Bons exemples* réalise des études de cas sur les programmes nationaux, menées par des équipes locales de recherche et de politiques publiques, selon un modèle standardisé. Elle vise à réaliser des études de cas pour les 108 États membres de la Coalition, afin de documenter leur mode d'organisation et d'identifier les bonnes pratiques. À ce jour, des études de cas sont publiées ou en cours dans 55 pays. Ces études sont également utiles pour la planification nationale : en Ukraine, par exemple, une étude de cas issue des Bons exemples a contribué à la stratégie développée par l'équipe nationale de réforme de la nutrition scolaire pour atteindre les enfants vulnérables pendant le conflit.

La communauté de pratique *Nutrition* collabore avec des réseaux régionaux d'experts en nutrition – notamment la African Nutrition Society, la Fédération des sociétés africaines de nutrition, la Indian Nutrition Society et la UK Nutrition Society – pour promouvoir l'importance de poursuivre les investissements dans la nutrition de l'enfant au-delà des « 1 000 premiers jours », et tout au long des « 7 000 jours suivants », couvrant l'enfance et l'adolescence. Elle collabore aussi avec les partenaires de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour identifier, pour la première fois, un ensemble commun d'indicateurs nutritionnels pour les enfants d'âge scolaire.

La communauté de pratique *Régimes alimentaires respectueux de la planète* favorise l'innovation en matière de repas scolaires au service de la santé de la planète. Elle travaille avec le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda pour élaborer des analyses pertinentes pour les politiques publiques. Elle a notamment produit une boîte à outils pour appuyer l'élaboration de plans budgétisés permettant aux pays membres de la Coalition d'intégrer des menus durables, de réduire le gaspillage alimentaire, d'optimiser les modes de cuisson propres et efficaces sur le plan énergétique, et de promouvoir une éducation alimentaire de qualité.

La communauté de pratique *Systèmes alimentaires* étudie activement différents leviers permettant aux repas scolaires de transformer les systèmes alimentaires, notamment via l'agrobiodiversité, l'autonomisation des femmes et la promotion de cultures riches en micronutriments. Elle accompagne le Ghana, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda et le Sénégal dans la transformation de l'agriculture locale à travers des programmes d'alimentation scolaire durables.

Une septième communauté de pratique, dirigée par des partenaires au Brésil, est en cours de développement. Elle se concentrera sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour appuyer la conception des programmes.

Enfin, une priorité transversale à toutes les communautés de pratique est donnée à l'inclusion et à la valorisation des jeunes chercheurs en début de carrière.

Réalisations depuis la publication du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*

Depuis son lancement, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire s'est imposé comme un pôle de recherche et de dialogue dans ce domaine. Il a publié plus de 30 articles dans des revues scientifiques de premier plan, élaboré un livre blanc novateur fondé sur des données probantes sur les liens entre alimentation scolaire, systèmes alimentaires et résilience climatique, rédigé trois déclarations annuelles de recherche synthétisant les données à l'intention des États membres de la Coalition, et contribué à plusieurs publications mondiales, notamment les commissions *Lancet*, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO et les Priorités de lutte contre les maladies de la Banque mondiale. Au-delà de ses contributions à la littérature scientifique, le Consortium de recherche a également apporté un appui direct aux pays membres de la Coalition pour renforcer leur compréhension des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

Des études de cas nationales ont été publiées ou sont en cours dans 55 pays, tous niveaux de revenus confondus. Des analyses coût-efficacité ont été publiées ou sont en cours dans 14 pays, dont huit en Afrique subsaharienne.

L'un des rôles clés du Consortium de recherche est d'assurer la diffusion des résultats de la recherche auprès des parties prenantes de la santé et de la nutrition en milieu scolaire. À ce jour, son Académie mondiale a organisé plus de 40 événements virtuels, réunissant plus de 4 000 experts issus de plus de 100 pays. Ses membres ont également été invités à intervenir lors de plus de 60 événements nationaux, régionaux et internationaux organisés par d'autres partenaires, notamment des gouvernements et des instances supranationales comme l'Union africaine et l'Union européenne. Chaque mois d'octobre, en amont de la Réunion ministérielle de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Consortium de recherche organise son événement annuel phare, qui mobilise un large public (y compris des décideurs, des universitaires, des agences de développement et des représentants de la société civile). L'Événement annuel phare de 2024 a réuni plus de 600 participants issus de 75 pays. Afin d'élargir encore son audience, le Consortium de recherche collabore avec la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire de la FAO pour promouvoir conjointement ses publications clés, ainsi qu'avec le Réseau interparlementaire pour l'éducation afin de partager des recherches utiles et des orientations à l'intention des parlementaires.

Au Népal, un système d'énergie solaire alimente la préparation des repas à l'école.
PAM/Biplob Rakhal



Une enseignante dans une salle de classe au Sri Lanka.
World Vision/Elissa Webster

L'Initiative sur le financement durable

L'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire est dirigée par la Learning Generation Initiative au sein de l'Education Development Center.

Objectifs

Lancée officiellement en 2022, cette initiative travaille avec les gouvernements et les partenaires au développement pour aider les pays à identifier des opportunités de financement pluriannuelles pour les programmes d'alimentation scolaire, en mettant particulièrement l'accent sur les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. Parvenir à une couverture universelle des programmes d'alimentation scolaire dans ces pays permettrait de générer de multiples bénéfices dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement humain. L'objectif de l'Initiative sur le financement durable est d'identifier les mécanismes de financement permettant de libérer ces bénéfices. L'initiative repose sur une approche en trois volets pour atteindre ses objectifs : synthétiser les données probantes afin d'éclairer les politiques et les investissements (ANALYSER) ; accompagner les pays dans l'élaboration de stratégies de financement durable (AGIR) ; et faire des repas scolaires une priorité politique et budgétaire (AMPLIFIER).

Synthétiser les données probantes afin d'éclairer les politiques et les investissements (ANALYSER)

En 2023–2024, l'Initiative sur le financement durable a approfondi ses travaux de recherche sur le financement de l'alimentation scolaire et exploré les liens avec des initiatives plus larges, telles que la réforme des systèmes alimentaires. Les résultats de ces travaux comprennent une analyse du financement des repas scolaires par les donateurs, des notes techniques sur l'allègement de la dette, le financement climatique et la fiscalité sur les hydrocarbures, ainsi qu'une analyse approfondie des options de financement innovantes pour l'alimentation scolaire. Cette dernière a notamment mis en évidence le rôle potentiel des « taxes comportementales » sur les boissons sucrées, les aliments ultra-transformés, l'alcool et le tabac pour financer une alimentation saine des enfants par le biais des programmes d'alimentation scolaire.

S'appuyant sur des analyses antérieures, l'Initiative a également dirigé une étude majeure sur le coût de l'accélération de la couverture universelle des repas scolaires, combinant une vue d'ensemble mondiale avec des données issues des programmes nationaux. L'ensemble de ces travaux accorde une attention particulière à l'équité et au financement des enfants laissés pour compte, tout en inscrivant les repas scolaires dans les stratégies plus larges de réforme des systèmes alimentaires.

Ces recherches alimentent la définition de stratégies nationales et permettent d'inscrire les repas scolaires dans le cadre plus large des Objectifs de développement durable (ODD). Parmi les publications récentes de l'Initiative sur le financement durable figurent notamment :

- En juillet 2023, [*School meal programmes: A missing link in food systems reform*](#), un document visant (Sustainable Financing Initiative (SFI) for School Health and Nutrition, 2023) à influencer le bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2023, en positionnant les repas scolaires comme une opportunité unique pour améliorer les systèmes alimentaires, favoriser l'adaptation aux changements climatiques et renforcer les résultats éducatifs.
- En mai 2024, [*School Meals International Donor Analysis*](#), une analyse mettant en lumière le sous-investissement des donateurs dans les repas scolaires et soulignant la nécessité d'améliorer la disponibilité des données et la transparence des systèmes de suivi.
- En octobre 2024, en collaboration avec ODI Global, le rapport [*School Feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food system and strengthen equity*](#) (Watkins et al., 2024) a présenté les arguments en faveur de l'expansion des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. L'Initiative sur le financement durable y proposait deux scénarios avec estimations de coûts et options de financement pour les gouvernements.
- En décembre 2024, l'Initiative sur le financement durable a publié un document sur le financement innovant, fondé sur des notes techniques concernant les échanges et allègements de dette, le financement climatique et les taxes affectées (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024a).

Accompagner les pays dans l'élaboration de stratégies de financement durable (AGIR)

En s'appuyant sur les résultats de la recherche, l'Initiative sur le financement durable travaille au niveau national avec les gouvernements membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le PAM, les donateurs, des consultants locaux et d'autres parties prenantes clés engagées à étendre les programmes nationaux d'alimentation scolaire et à progresser vers un financement pérenne reposant sur l'appropriation nationale. L'« *offre de services* » de l'Initiative sur le financement durable, accompagnée d'une méthodologie dédiée, fournit aux gouvernements des outils pratiques pour élaborer des stratégies de financement durable pour l'alimentation scolaire.

Une nouvelle plateforme en ligne, en cours de développement, rendra ces ressources accessibles en tant que bien public mondial.

L'approche de l'Initiative sur le financement durable consiste à collaborer avec les gouvernements pour estimer le coût total de leurs programmes d'alimentation scolaire (ainsi que les marges d'efficacité potentielles), élaborer des stratégies axées sur l'équité, allouer les financements existants et identifier les lacunes.

Elle explore également les moyens de combler ces déficits en mobilisant des ressources nationales, un financement transitoire et des appuis de donateurs ou de banques multilatérales de développement. Elle peut aussi examiner les possibilités de financement complémentaire auprès du secteur privé, de la philanthropie ou de ressources encore inexploitées, notamment par des liens avec l'agriculture locale et le financement climatique.

Depuis que l'Initiative sur le financement durable, en partenariat avec le PAM, a fourni un premier appui à la stratégie de financement du Rwanda en 2023, les demandes d'accompagnement se sont fortement accrues, émanant des gouvernements, des bureaux de pays du PAM et d'organes régionaux tels que la Communauté de développement d'Afrique australe. En réponse, dix autres stratégies de financement sont en cours ou à l'étude, parmi lesquelles :

- **Sierra Leone** : l'Initiative sur le financement durable soutient l'extension du Programme intégré d'alimentation scolaire basée sur la production locale vers une couverture universelle. Après une estimation du déficit de financement, elle a appuyé le gouvernement dans une analyse de l'espace budgétaire, identifiant les ressources disponibles. Sur cette base, une stratégie de financement est en cours d'élaboration. Elle définit les principales voies permettant de financer le programme d'alimentation scolaire, notamment en explorant l'amélioration de la gouvernance des ressources nationales afin de générer des recettes, ou encore la création d'un fonds national dédié aux repas scolaires.
- **Ghana** : l'Initiative sur le financement durable contribue à estimer le coût complet de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'alimentation scolaire, à évaluer les déficits de financement et à élaborer une stratégie de financement. Pour favoriser le dialogue intersectoriel et renforcer l'engagement autour de cette démarche, un comité technique et un comité de pilotage ont été mis en place, réunissant le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale, le ministère des Finances, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Faire des repas scolaires une priorité politique et budgétaire (AMPLIFIER)

L'un des objectifs fondamentaux de recherche de l'Initiative sur le financement durable est d'éclairer les politiques publiques et de favoriser des changements visant à élargir l'accès à des programmes d'alimentation scolaire de qualité. Cela implique un travail avec un comité directeur de haut niveau composé de représentants de pays et de partenaires au développement, ainsi qu'une collaboration avec un large éventail d'acteurs, notamment des gouvernements nationaux, des banques multilatérales de développement, des agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes. L'Initiative contribue également aux efforts de plaidoyer et de communication par le biais des réseaux sociaux, de bulletins d'informations et d'interventions lors d'événements de haut niveau.

Les activités de l'Initiative dans le cadre du pilier « AMPLIFIER » se sont considérablement renforcées au cours des deux dernières années, notamment avec l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté lancée sous la présidence brésilienne du G20, afin de faire des repas scolaires une priorité centrale. La collaboration avec la Banque mondiale a abouti à un engagement en faveur d'un financement accru de l'alimentation scolaire. En novembre 2024, l'Initiative sur le financement durable a organisé, en partenariat avec ODI Global, un dialogue mondial autour du rapport conjoint [*School feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food systems and strengthen equity*](#) (Watkins et al., 2024). Cet événement a réuni des décideurs et des experts – notamment de la Banque mondiale, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de la Sierra Leone, entre autres – pour examiner comment les repas scolaires peuvent servir de point d'ancrage à la coopération internationale et agir comme catalyseur de la transformation des systèmes alimentaires, en articulant justice alimentaire et justice climatique. L'Initiative a également apporté une expertise technique au projet « 17 Rooms » de la Brookings Institution, dans le cadre de la salle 2, ainsi qu'au G20 de 2024 au Brésil, notamment à travers l'initiative « [*2030 Sprint for School Meals*](#) ».

L'Initiative sur le Suivi et les Données

Objectifs

L'Initiative sur le Suivi et les Données, dirigée par le PAM, a été lancée en réponse à une demande des États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire visant à remédier à l'absence critique de données harmonisées sur la santé et la nutrition en milieu scolaire. À l'échelle mondiale, les données concernant les enfants d'âge scolaire et les programmes nationaux d'alimentation scolaire demeurent fragmentées, recueillies de manière incohérente et mal alignées entre les secteurs, ce qui nuit à la capacité des gouvernements d'évaluer la couverture, de suivre les progrès ou d'élaborer des politiques efficaces.

L'objectif central de cette initiative est d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des données sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire, favorisant ainsi des actions fondées sur des données probantes pour les enfants d'âge scolaire. Des données de qualité permettent aux parties prenantes d'identifier les lacunes, d'orienter la recherche, de soutenir l'élaboration de politiques, de suivre les résultats et d'améliorer la qualité et les Études Retour sur Investissement des programmes.

Pour atteindre cet objectif, l'Initiative sur le suivi et les données poursuit quatre objectifs principaux :

- Définir et promouvoir un ensemble central d'indicateurs mondiaux pour l'alimentation scolaire, assortis de méthodologies et de directives claires, afin de soutenir la collecte et l'utilisation normalisées des données par les gouvernements du monde entier.
- Proposer un nouvel indicateur mondial dans le cadre de l'ODD 4 pour mesurer la couverture des repas scolaires, positionnant l'alimentation scolaire comme moteur essentiel d'une éducation de qualité.
- Développer et maintenir une base de données mondiale sur l'alimentation scolaire en tant que bien public de référence, garantissant un stockage, un partage et un accès cohérents aux données à travers les pays et les secteurs.
- Soutenir les gouvernements nationaux dans la collecte, la validation et la communication de données fiables sur les repas scolaires, renforçant leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des programmes efficaces.

À terme, l'Initiative sur le Suivi et les Données vise à devenir le point de référence mondial pour des données fiables, comparables et pertinentes pour les politiques sur l'alimentation scolaire.

Mode de fonctionnement

L'Initiative sur le Suivi et les Données est coordonnée par le PAM et placée sous la gouvernance d'un comité de pilotage multipartite composé d'experts issus de gouvernements, d'agences des Nations Unies, d'institutions académiques et d'organisations de la société civile. Pour atteindre ses objectifs, l'initiative et ses partenaires collaborent au sein de deux groupes de travail techniques :

- Le **Groupe de travail sur les indicateurs** réunit un large éventail de parties prenantes afin d'identifier un ensemble central d'indicateurs permettant de suivre les repas scolaires et les domaines connexes tels que l'éducation, la santé, la nutrition, les systèmes alimentaires et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH). Ce groupe a notamment défini un ensemble d'indicateurs spécifiques sur la qualité nutritionnelle des repas scolaires, comblant ainsi une lacune majeure en matière de données. Il a également élaboré et soumis une proposition visant à inclure une cible et un indicateur relatif à la couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (Éducation de qualité).
- Le **Groupe de travail sur la base de données** développe un référentiel mondial destiné à constituer un bien public de confiance, garantissant une compilation, un stockage et une accessibilité systématiques des données sur les repas scolaires et les programmes complémentaires à l'échelle mondiale. Cette base de données regroupe des informations provenant de sources clés, telles que les enquêtes du GCNF, les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, la Banque mondiale, l'Union africaine et la Coalition pour l'alimentation scolaire, et continuera à étendre ses fonctionnalités.



Un garçon remplit sa bouteille d'eau en République démocratique du Congo.
World Vision/Didier Nagifi Sademok

L'Initiative sur le Suivi et les Données collabore étroitement avec plusieurs initiatives complémentaires, tant au sein qu'en dehors de l'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire, notamment avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, l'« Initiative Les villes nourrissent l'avenir », ainsi que l'Initiative de suivi des régimes alimentaires sains, afin d'assurer une cohérence stratégique, de favoriser les synergies et d'éviter les doublons.

Réalisations

Depuis son lancement, l'Initiative sur le Suivi et les Données s'est imposée comme un acteur clé au sein de l'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en contribuant à l'élaboration d'une architecture mondiale harmonisée des données sur les repas scolaires. Elle réunit régulièrement un large éventail d'experts techniques issus des gouvernements, des agences des Nations Unies, du monde universitaire et de la société civile, et a mené un examen complet de plus de 250 indicateurs répartis sur 11 cadres conceptuels. Cet exercice a abouti à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs de base visant à orienter le suivi national et les rapports mondiaux sur l'alimentation scolaire. L'initiative travaille actuellement à l'intégration d'indicateurs portant sur des thématiques connexes, telles que l'éducation, la santé, la nutrition, les systèmes alimentaires et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).

Une étape majeure a été franchie avec le développement d'un indicateur mondial relatif à la couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (Éducation de qualité). En réponse à la Déclaration des dirigeants de la Coalition de 2022, l'Initiative a dirigé un processus collaboratif multipartite pour concevoir une méthodologie rigoureuse. La proposition a été officiellement soumise et présentée à la Commission des données et statistiques sur l'éducation de l'UNESCO, et a bénéficié d'un large soutien parmi les États membres. Son adoption représenterait une reconnaissance historique des repas scolaires en tant que priorité des politiques nationales (voir chapitre 1, encadré 1.1 pour plus de détails).

En juillet 2024, l'Initiative sur le Suivi et les Données a lancé la première version de la Base de données mondiale sur les repas scolaires,³ présentée lors d'un webinaire conjoint avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, auquel ont participé 117 personnes de plus de 40 pays. La base de données intègre des données provenant de plusieurs sources mondiales et est régulièrement mise à jour et affinée en fonction des indicateurs de base validés. En collaboration avec l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir »,

³ <https://www.schoolmealscoalitiondatabase.wfp.org/>

L'Initiative sur le Suivi et les Données intègre également les données issues des villes et municipalités, reconnaissant ainsi le rôle central des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire et améliorant la granularité des données disponibles sur les repas scolaires.

Un deuxième axe de travail, mené en partenariat avec le Consortium de recherche, vise à fournir aux utilisateurs un accès aux publications et données probantes les plus récentes et pertinentes sur les repas scolaires et les interventions complémentaires.

L'Initiative sur le Suivi et les Données a par ailleurs engagé un dialogue avec ses partenaires sur les modalités de soutien technique aux gouvernements pour l'intégration de l'ensemble des indicateurs de base dans leurs systèmes nationaux de suivi. Cet appui vise à orienter la sélection des indicateurs, à assurer leur alignement avec les systèmes de données existants, à renforcer l'appropriation nationale, à favoriser la collaboration intersectorielle, et à améliorer les mécanismes de rapport des données nationales sur les repas scolaires.

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir »

Objectifs

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » – dirigée par le [Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine](#) (secrétariat) – a été lancée en octobre 2023 dans le but d'améliorer les programmes d'alimentation scolaire en renforçant les relations entre les gouvernements locaux et nationaux. L'initiative vise à faire le lien entre les politiques urbaines en matière d'alimentation scolaire et les objectifs des gouvernements nationaux, ainsi que des agendas régionaux et mondiaux. Elle adopte une approche multidisciplinaire, en reconnaissant les impacts sanitaires, environnementaux et sociaux des programmes d'alimentation scolaire et leur ancrage dans les territoires où opèrent les écoles. L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » poursuit trois objectifs principaux :

- renforcer le rôle des villes dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire ;
- faciliter le partage de connaissances entre les villes et les acteurs mondiaux ;
et
- appuyer les processus décisionnels au niveau local.

Mode de fonctionnement

Les villes jouent un rôle central dans la mise en place et la gestion de

programmes d'alimentation scolaire adaptés aux besoins locaux, car elles sont en mesure de recueillir les retours des communautés et de transformer les besoins des habitants en actions concrètes.

Le Pacte de Milan rassemble plus de 300 villes représentant environ 500 millions d'habitants, ce qui en fait le plus grand réseau mondial de villes œuvrant pour des systèmes alimentaires urbains. Il est soutenu par des partenaires allant d'organisations internationales à des universités, centres de recherche et organisations non gouvernementales (ONG). Plus de 65 % des villes signataires du Pacte de Milan proposent des repas scolaires, ce qui en fait un sujet de premier plan pour le partage de bonnes pratiques et les échanges de connaissances.

Les objectifs de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » se concrétisent à travers trois axes d'action et les activités associées :

- I. Plaidoyer :** cela comprend la collaboration avec des maires exemplaires qui mettent en place des programmes efficaces de repas scolaires, ainsi que l'organisation de dialogues nationaux et régionaux pour mobiliser gouvernements et partenaires.

Des exemples remarquables de maires champions du Pacte de Milan ayant joué un rôle de premier plan dans les programmes d'alimentation scolaire sont les suivants :

- *Chadchart Sittipunt, gouverneur de Bangkok*, a mis en place une politique de cantine scolaire offrant petit-déjeuner et déjeuner gratuits à 437 écoles de la ville. Bangkok a également largement contribué à la mise en valeur des bonnes pratiques en matière de repas scolaires dans la région. C'est pourquoi, en 2024, la ville a accueilli le *2ème Forum régional Asie-Pacifique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine*, intitulé « *Nourrir des villes en croissance : améliorer l'alimentation scolaire et soutenir les communautés locales* ».
- *Adanech Abiebie, maire d'Addis-Abeba*, a lancé un programme d'alimentation scolaire dans 255 établissements de la ville, au bénéfice de 801 000 élèves. Cet engagement a conduit à l'accueil du *6e Forum régional africain du Pacte de Milan* en 2024, entièrement consacré à l'alimentation scolaire. Le forum a offert une plateforme de dialogue, de collaboration et d'échange de connaissances entre les villes africaines.
- *Sakaja Arthur Johnson, gouverneur de Nairobi*, qui a conçu un programme d'alimentation scolaire durable pour l'ensemble des écoles primaires publiques et les structures de développement de la petite enfance, afin de garantir l'accès à un repas de qualité et nutritif.

- *Giuseppe Sala, maire de Milan*, qui a fait preuve d'un engagement exceptionnel pour améliorer l'alimentation scolaire dans sa ville, en garantissant des repas adéquats et durables à 83 000 enfants. Il a également participé activement à d'importants événements internationaux sur le sujet, notamment à la 58ème Réunion annuelle de la Banque asiatique de développement, où il a souligné le rôle crucial des programmes d'alimentation scolaire dans la réalisation d'objectifs de développement partagés.

II. Partage de bonnes pratiques : collecte de données visant à compléter la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, afin de recenser les bonnes pratiques et les besoins spécifiques en matière d'apprentissage dans les programmes d'alimentation scolaire des villes signataires du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine. Ces meilleures pratiques sont diffusées à travers l'organisation d'ateliers techniques réunissant des villes et des experts internationaux (voir section 1.8 du chapitre 1).

III. Recherche : faire progresser la recherche est essentiel au succès. L'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » mène des études de faisabilité pour co-concevoir des programmes d'alimentation scolaire efficaces selon une approche participative. Elle fournit également une assistance technique pour aider les villes à mettre en place l'infrastructure nécessaire au renforcement de leurs programmes (voir chapitre 3 sur la manière dont l'initiative stimule la recherche avec les villes).

Depuis son lancement, l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en collaboration avec des partenaires clés, a multiplié les opportunités à travers le monde pour favoriser l'engagement et l'apprentissage mutuel entre villes. Parmi ses nombreuses actions, l'initiative a mobilisé plus de 200 représentants de plus de 30 villes lors des événements et forums régionaux du Pacte de Milan (voir tableau 2.4 pour des exemples d'événements organisés par l'initiative).

Depuis 2023, la ville de Milan a accueilli 55 délégations municipales venues échanger des bonnes pratiques en matière de programmes d'alimentation scolaire. Ces visites d'étude comprenaient des visites de terrain, des ateliers et des séminaires offrant une compréhension approfondie du système milanais d'alimentation scolaire. Chaque visite était adaptée aux intérêts spécifiques des villes participantes, garantissant ainsi un programme d'apprentissage ciblé. Plus récemment, un sous-ensemble de ces délégations a bénéficié d'un appui pour élaborer des études de faisabilité structurées, accompagnées de conseils techniques sur la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. L'étude de cas 3 propose une analyse approfondie des innovations portées par la ville de Milan.

Tableau 2.4

Événements organisés par l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire

Événement	Participants, gouvernements et partenaires	Déclaration/ Document de sensibilisation
<p>« The Power of Public Food Procurement for School Meals », Copenhague</p>	<p>Environ 100 participants de plusieurs villes et organisations partenaires</p>	<p>Report_The-power-of-public-food-procurement_light.pdf</p>
<p>6ème Forum régional pour l'Afrique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine – « Programmes d'alimentation scolaire pour des villes africaines plus saines et durables », Addis-Abeba</p>	<p>Environ 50 participants provenant de 14 villes et de plusieurs organisations partenaires</p>	<p>REPORT-MUFPP-Regional-Forum-Addis-Ababa.pdf</p> <p>ENG_Summary-of-Agreement-and-Ways-Forward-3.pdf</p>
<p>2ème Forum régional Asie-Pacifique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, Bangkok</p> <p>« Nourrir les villes en croissance : renforcer les programmes d'alimentation scolaire et soutenir les communautés locales »</p>	<p>Environ 70 participants de 17 villes et de plusieurs organisations partenaires</p>	<p>https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2024/12/2nd-MUFPP-Asia-Pacific-Regional-Forum_Report_Final.pdf</p>
<p>Université d'été «Partage d'expériences et de connaissances sur les programmes d'alimentation scolaire dans les villes de l'ANASE », Bandung</p> <p>Organisée en partenariat avec l'ANASE et avec le soutien de l'Université catholique Parahyangan et de la municipalité de Bandung, avec un financement du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.</p>	<p>A réuni 80 participants issus de 30 villes de 8 États membres de l'ANASE</p>	<p>Rapport de l'École d'été sur les programmes d'alimentation scolaire dans les villes de l'ANASE</p>

Étude de cas 3

Milan à la pointe de l'innovation en matière d'alimentation scolaire

Milan constitue une étude de cas précieuse dans l'évolution des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Lancé par une résolution du Conseil municipal en décembre 1900, le programme d'alimentation scolaire de la ville est devenu un moteur essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux de la Politique alimentaire de Milan. Ce service est géré par l'agence municipale des cantines scolaires – Milano Ristorazione – créée pour fournir aux enfants des repas « sains, bons, éducatifs et équitables ». Milano Ristorazione supervise l'ensemble de la chaîne des repas scolaires, conçoit des menus saisonniers en collaboration avec des experts en nutrition et supervise l'approvisionnement en matières premières, en privilégiant la qualité, la durabilité et la traçabilité. L'agence prépare chaque jour 83 000 repas, grâce à 24 centres de production et plus de 80 cuisines intégrées.

Chaque tranche d'âge dispose d'une structure de menu spécifique, fondée sur les apports nutritionnels recommandés pour la population italienne. Deux menus saisonniers distincts de quatre semaines sont élaborés pour l'été et l'hiver. Un repas type se compose généralement d'un premier plat, d'un deuxième plat, d'un accompagnement, de pain et de fruits. Les modes de cuisson sont choisis pour garantir des plats savoureux et nutritifs, en privilégiant la cuisson vapeur au four et l'exclusion des fritures. La combinaison de différentes couleurs dans les recettes, l'utilisation d'ingrédients locaux et de saison, l'introduction de plats inspirés de la culture gastronomique milanaise ainsi que la rotation d'une grande variété d'ingrédients sont particulièrement encouragées. Pour répondre aux besoins des enfants ayant des contraintes alimentaires liées à la santé ou à des raisons éthiques ou religieuses, un large éventail de menus spécifiques est proposé. Milan a également promu une transition protéique significative, avec une forte réduction des produits d'origine animale et une augmentation de la consommation de légumineuses et d'aliments biologiques. En 2015, la ville a adhéré à l'initiative Cool Food Pledge pour suivre l'impact environnemental de ses menus, entraînant une réduction de 36 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation en 2024.

Milano Ristorazione utilise les marchés publics comme levier stratégique pour orienter ses fournisseurs vers des pratiques plus durables et inclusives. Elle a adopté un système de sélection des fournisseurs dans lequel les critères d'approvisionnement vont au-delà du prix et accordent une grande importance aux normes techniques et de qualité. Ainsi, 26 produits alimentaires sont approvisionnés dans un rayon de 70 km autour de Milan.

Enfin, la ville a fortement investi dans le développement de supports pédagogiques destinés aux enfants et aux familles afin de renforcer la sensibilisation à la consommation alimentaire et de recréer un lien avec la production alimentaire. Par exemple, les familles reçoivent régulièrement des dépliants de menus accompagnés d'informations sur les modes de cuisson, la saisonnalité des ingrédients et l'impact environnemental global de chaque repas. Un menu du soir, complémentaire au déjeuner scolaire, est également proposé aux familles. L'engagement des parents et des enseignants est encouragé via la création de comités des repas scolaires visant à améliorer l'environnement alimentaire des élèves.



Légumes coupés en morceaux sur un plateau lors d'une formation culinaire au Sénégal.
PAM/Arete/Jean-Baptiste Joire

2.4 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : des partenaires au service du progrès

La Coalition pour l'alimentation scolaire réunit plus de 140 partenaires issus de la société civile, du milieu universitaire, des groupes de réflexion, des fondations, des agences des Nations Unies et des institutions financières internationales. Le soutien apporté par les partenaires aux gouvernements va de la recherche et de la production de données factuelles au plaidoyer, à l'assistance technique et à la mise en œuvre, et transforme le paysage mondial de l'alimentation scolaire.

L'importance du travail des partenaires est également mise en évidence dans les engagements nationaux, dont beaucoup précisent comment les pays collaborent avec les initiatives mondiales de la Coalition et ses partenaires pour renforcer leurs efforts.

Cette section met en lumière les modalités d'engagement des différents partenaires, entre eux, mais aussi avec les gouvernements et la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Organisations de la société civile – amplifier les voix, renforcer l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale

Les organisations de la société civile (OSC), y compris les ONG nationales et internationales, les institutions de recherche et universitaires, les groupes communautaires et les fondations, sont des partenaires essentiels de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Elles contribuent au renforcement des programmes d'alimentation scolaire dirigés par les gouvernements à travers des actions de plaidoyer, une assistance technique et la mise en œuvre. En mobilisant leur expertise, en favorisant la collaboration et en mobilisant des ressources, les organisations de la société civile renforcent les programmes nationaux d'alimentation scolaire. Leurs contributions s'inscrivent à l'échelle nationale, régionale et mondiale, favorisant l'échange de bonnes pratiques et les réseaux qui permettent de faire évoluer les programmes durables à plus grande échelle. Plus de 80 organisations de la société civile sont actuellement partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, contre environ 30 lors de sa création en 2021.



Lors du Sommet mondial 2023 de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris, plus de 100 organisations de la société civile ont lancé un Appel conjoint à l'action, coordonné par World Vision International, Plan International et le Réseau parlementaire international pour l'éducation. Cet appel exhortait les gouvernements à respecter leurs engagements et les bailleurs de fonds à augmenter leurs investissements dans l'alimentation scolaire, en particulier dans les pays à faible revenu et les contextes de crise. Le plaidoyer a trouvé un écho favorable dans plusieurs forums mondiaux, notamment la COP 28, le G20 et le Forum politique de haut niveau des Nations Unies.

World Vision International a joué un rôle moteur dans la coordination des efforts des organisations de la société civile au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À l'initiative de l'appel à l'action, l'organisation mobilise les organisations de la société civile en alignant leurs interventions sur les processus mondiaux et les réunions ministérielles, afin que l'alimentation scolaire demeure au cœur des discussions internationales.

Les organisations de la société civile ont également mené des efforts à l'échelle nationale et régionale, en favorisant la collaboration entre pays, le dialogue intersectoriel et l'intégration des perspectives locales (communautés et écoles) à travers des événements régionaux et divers processus, notamment :

- **Afrique** : lors d'une réunion de la CEDEAO tenue au Sénégal en 2024, les organisations de la société civile ont encadré les discussions sur les modèles de repas scolaires locaux, influençant les engagements de sept gouvernements. Au Kenya, World Vision International a rassemblé plus de 40 organisations pour mutualiser leurs expériences et coordonner leur soutien aux gouvernements en matière de programmes, d'opérations, de plaidoyer et de communication dans toute la région.
- **Asie** : des organisations de la société civile ont rencontré les dirigeants gouvernementaux de pays d'Asie du Sud-Est, de Chine, du Japon et de République de Corée lors d'un sommet régional spécial afin de collaborer à l'identification de priorités politiques intersectorielles cohérentes et intégrées, essentielles à la mise en œuvre et à la territorialisation des programmes d'alimentation scolaire.
- **Amérique latine et Caraïbes** : lors d'une réunion régionale au Mexique, les organisations de la société civile ont échangé avec 26 pays sur les repas scolaires durables, l'intégration des agriculteurs locaux et la résilience face aux changements climatiques.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2024, des organisations de la société civile telles que World Vision International, BRAC, Hungry for Action, Plateforme d'action pour l'ODD2 et Ação da Cidadania, se sont associées au PAM et à la présidence du G20, le Brésil, pour souligner le rôle transformateur de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et ceux touchés par des conflits.

Par leur action, les organisations de la société civile positionnent les programmes d'alimentation scolaire comme des solutions aux défis liés à l'inclusion de genre, au développement économique, à la protection sociale et à la sécurité alimentaire. En comblant les lacunes et en apportant leur expertise, elles veillent à ce que ces programmes soient durables, résilients et efficaces, améliorant la vie des populations et renforçant les communautés.

Encadré 2.3

OSC – Food 4 Education à l'avant-garde de l'innovation et de la mise en œuvre

Au Kenya, Food 4 Education transforme la nutrition scolaire grâce à une approche ascendante visant à ce que plus aucun enfant ne souffre de la faim à l'école. Créée en 2012 avec une seule cuisine desservant 25 élèves, l'organisation a, en 2024, fourni des repas nutritifs à plus de 450 000 enfants dans 1 263 écoles.

Mais son impact va bien au-delà de la distribution de repas. Food 4 Education élabore un modèle évolutif de programme d'alimentation scolaire pour toute l'Afrique, en :

- concevant un modèle reproductible pour les programmes d'alimentation scolaire ;
- opérant à grande échelle pour affiner et démontrer la réussite du modèle ;
- soutenant les gouvernements dans l'adaptation et la mise en œuvre de cette approche selon leurs contextes nationaux.

Les opérations de Food 4 Education reposent sur les données et la technologie, notamment grâce au système innovant Tap2Eat : des bracelets électroniques reliés à des portefeuilles numériques. Ce système permet de simplifier les paiements des parents, de suivre la distribution des repas et de réduire le gaspillage alimentaire. L'organisation privilégie également l'approvisionnement local : 80 % des ingrédients proviennent de la région de la cuisine et 100 % des denrées sont cultivées au Kenya, stimulant ainsi les économies locales et promouvant une agriculture durable.

Food 4 Education collabore étroitement avec les autorités publiques, comme en témoigne son partenariat en 2023 avec le gouverneur de Nairobi pour déployer un programme d'alimentation scolaire à l'échelle du comté.

L'organisation s'est fixé un objectif ambitieux pour 2027 : atteindre un million d'enfants au Kenya et soutenir au moins deux autres gouvernements africains dans la reproduction du modèle, ce qui permettrait d'avoir un impact supplémentaire sur deux millions d'enfants à travers le continent.

Le travail de Food 4 Education allie innovation, engagement communautaire et collaboration avec le secteur public, illustrant le rôle essentiel des organisations de la société civile dans la mise en œuvre de solutions durables pour l'alimentation scolaire.

Encadré 2.4

Plaidoyer en action – La voie tracée par les organisations de la société civile vers le Programme alimentaire scolaire du Canada

Après des décennies de plaidoyer et de travail de coalition, et grâce aux efforts inlassables de la Coalition pour une alimentation saine à l'école et de ses partenaires, le gouvernement du Canada a pris la décision historique de financer un Programme national d'alimentation scolaire et a publié sa Politique nationale en matière d'alimentation scolaire en 2024. Fondée en 2014, la Coalition pour une alimentation saine à l'école, qui rassemble des organisations de toutes les provinces et de tous les territoires du pays, a uni des centaines de groupes – dont des ONG œuvrant dans l'alimentation scolaire, des universitaires, des commissions scolaires, des municipalités et des agences de santé – autour de [huit principes directeurs communs](#) (Coalition for Healthy School Food, 2018; Hernandez et al., 2018).

À travers la campagne #NourishKidsNow, les membres de la coalition ont mobilisé les décideurs politiques, en suscitant notamment un fort soutien du public après que le programme a été inscrit comme engagement non financé dans le budget fédéral de 2019. L'un des moments marquants de cette campagne a été la course de 200 tours réalisée par une enseignante sur la pelouse du Parlement en 2023, en symbole de la promesse de financement annuel de 144 millions de dollars⁴ américains faite en 2021.

⁴ Taux de change au moment de la publication 1 dollar canadien = 0,72 dollar américain.

La collaboration avec les chercheurs a joué un rôle central dans le succès du mouvement. Grâce au soutien de la Arrell Family Foundation, le rapport de la Dre Amberley T. Ruetz intitulé « [*The Economic Rationale for Investing in School Meal Programs for Canada: multi-sectoral impacts from comparable high-income countries*](#) » a apporté des arguments convaincants en faveur des bénéfices du programme, notamment un retour sur investissement de 2,5 à 7 fois en termes de santé publique et d'avantages économiques dans des pays à revenu élevé comparables.

Parmi les éléments les plus convaincants aux yeux du gouvernement canadien figuraient les sections sur : les économies réalisées par les familles, l'augmentation des revenus futurs des élèves, le développement économique et la création d'emplois dans le secteur agroalimentaire, ainsi que l'impact sur la participation des mères au marché du travail. Une version préliminaire du rapport a été partagée de manière stratégique avec des décideurs politiques et d'autres chercheurs avant sa finalisation afin d'identifier les éventuelles lacunes, au moment même où les ministères préparaient leurs propositions budgétaires fédérales. Cette approche itérative a permis d'adapter le rapport aux besoins d'information des décideurs et de renforcer son impact dans la justification de l'investissement dans l'alimentation scolaire.

En 2024, le gouvernement s'est engagé à allouer 720 millions de dollars américains sur cinq ans afin d'élargir l'accès aux repas scolaires à 400 000 enfants supplémentaires chaque année, marquant une avancée historique vers l'objectif de garantir à chaque enfant une alimentation saine à l'école.

La collaboration avec les chercheurs, le rôle moteur des organisations de la société civile, le partage stratégique des données probantes et un plaidoyer soutenu ont été les principaux leviers de cette avancée, illustrant la force de l'action collective pour nourrir les enfants du Canada.

Agences des Nations Unies – un partenariat pour la santé, la nutrition et l'apprentissage

Les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont tous rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire lors de son lancement. Dans une déclaration conjointe, ils se sont engagés à travailler ensemble pour aider les gouvernements à définir des priorités, prendre des engagements et mettre en œuvre des plans. Ces agences fournissent un appui opérationnel, des conseils stratégiques et une expertise technique à la Coalition. Elles plaident également pour un meilleur suivi des données, une augmentation des investissements et l'amélioration de la qualité des services en faveur du développement sain et de l'éducation des enfants.

Le partenariat « Renforcer les programmes efficaces de santé et de nutrition scolaires », dirigé par l'UNESCO et réunissant le Partenariat mondial pour l'éducation, le Secrétariat de la nutrition des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, œuvre à l'extension des politiques et programmes intégrés et efficaces. En réunissant des experts de différents secteurs, ce groupe aide les pays à développer des approches concrètes et intégrées reliant éducation, santé et nutrition.

S'appuyant sur les engagements pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022 et sur le rapport mondial de situation de 2023 *Apprendre et s'épanouir : la santé et la nutrition scolaire dans le monde* (UNESCO et al., 2023), ce groupe interinstitutionnel continue de promouvoir la santé, la nutrition et le bien-être comme éléments essentiels d'une éducation de qualité. Une étape clé a été la Réunion mondiale sur l'éducation de 2024 à Fortaleza (Brésil), la première à mettre en avant les approches intersectorielles de l'éducation transformatrice, avec un accent particulier sur le bien-être des élèves.

En 2024, une collaboration entre l'UNICEF et le PAM en Afrique orientale et australe a donné lieu à trois études de cas nationales (Malawi, Soudan du Sud et Zimbabwe) illustrant des actions concrètes de coopération en faveur des enfants d'âge scolaire et des adolescents. L'UNICEF et le PAM y travaillent avec les gouvernements pour fournir des repas scolaires, des services de nutrition, de l'eau potable et des installations sanitaires, créant ainsi des environnements d'apprentissage plus sains pour des milliers d'enfants (UNICEF & WFP, 2025).

Pour combler le fossé entre les ambitions nationales et la mise en œuvre concrète, l'UNESCO et ses partenaires développent des outils permettant aux pays d'intégrer la santé et le bien-être dans leurs plans sectoriels pour l'éducation. Une note d'orientation destinée aux décideurs politiques explique pourquoi cette intégration est essentielle et comment les gouvernements peuvent utiliser ces ressources. Un manuel à paraître fournira des orientations pratiques sur l'analyse sectorielle, les revues conjointes, la conception des programmes, leur mise en œuvre, leur budgétisation et leur suivi.

En 2025, la FAO et le PAM ont présenté une méthodologie accompagnée d'un ensemble de directives pour concevoir, mettre en œuvre et suivre des normes et lignes directrices nutritionnelles adaptées aux contextes nationaux et fondées sur les données, applicables aux programmes d'alimentation scolaire. Cette méthodologie a déjà été utilisée pour élaborer des lignes directrices au Cambodge et au Ghana (voir encadré 3.2 pour plus d'informations sur les tests de repas scolaires nutritionnellement optimisés au Cambodge).



En Somalie, une élève savoure son repas scolaire. PAM/Mahad Said

Institutions financières internationales – stimuler les investissements dans la santé et la nutrition scolaires

Lors de la deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire, tenue en octobre 2024 à Nairobi, au Kenya, les membres de la task force ainsi que des invités spéciaux, dont la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, ont souligné l'importance d'efforts coordonnés et d'investissements durables pour faire des repas scolaires une priorité mondiale, budgétaire et politique.

Les institutions financières internationales sont des partenaires essentiels pour étendre et pérenniser les programmes d'alimentation scolaire, en répondant aux défis financiers et opérationnels auxquels les gouvernements sont souvent confrontés. Bien que ces institutions manifestent un intérêt croissant pour le soutien aux repas scolaires, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la coordination et optimiser les ressources financières mises à la disposition des gouvernements. Plusieurs institutions ont lancé des initiatives contribuant au financement des repas scolaires, mais le potentiel reste important pour des investissements plus stratégiques, à grande échelle et durables.

Parmi les institutions financières internationales ayant apporté des contributions concrètes, la Banque africaine de développement et la Children's Investment Fund Foundation ont récemment établi un partenariat pour créer le Fonds pour l'élimination de la faim chez les enfants d'âge scolaire, avec un engagement initial de 50 millions de dollars américains de la part de la fondation. Cette initiative vise à fournir un mélange de subventions et de prêts concessionnels pour soutenir des projets pilotes dans un premier groupe de dix pays africains. L'objectif est d'étendre les programmes de repas scolaires à 10 millions d'enfants vulnérables et de soutenir les gouvernements dans leur vision à long terme d'une couverture universelle d'ici à 2030.

Ce fonds devrait catalyser de nouveaux financements et favoriser une approche d'investissement plus structurée en Afrique.

La Banque islamique de développement et le PAM renforcent également le financement des repas scolaires grâce à l'initiative « Nutritious Start: Human Capital Development Initiative ». Celle-ci vise à augmenter le soutien financier à la nutrition et aux repas scolaires dans les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique. Dans le cadre de cette initiative, le PAM s'est engagé à mobiliser chaque année 5 millions de dollars américains sous forme de subventions. De son côté, la Banque islamique de développement prévoit des financements concessionnels et non concessionnels pouvant atteindre jusqu'à trois fois ce montant, pour élargir la couverture nutritionnelle et les repas scolaires. L'initiative est alignée sur des objectifs de développement plus larges, notamment l'amélioration de la nutrition, des résultats éducatifs et du

développement du capital humain à long terme.

Les institutions financières internationales soutiennent également les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, fondés sur les achats auprès de producteurs nationaux pour renforcer la résilience économique et les systèmes alimentaires durables. Cette orientation se reflète dans les discussions nationales et régionales. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, en collaboration avec la Banque africaine de développement, a facilité les engagements nationaux de sept gouvernements en faveur de l'expansion et du renforcement des programmes d'alimentation scolaire fondés sur l'agriculture locale. Elle a également souligné l'importance d'élaborer des politiques robustes, de garantir un financement durable et de renforcer la collaboration entre les secteurs publics et les partenaires afin d'accroître l'impact et la viabilité de ces initiatives. La feuille de route pour l'évolution de la Banque mondiale en 2023, son Programme mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et ses engagements dans le cadre de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté mettent en lumière le rôle stratégique de l'alimentation scolaire issue de la production locale pour faire progresser la sécurité alimentaire et la protection sociale grâce à des approches multisectorielles. La collaboration avec des partenaires clés tels que le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et le Partenariat mondial pour l'éducation – dans le cadre duquel le PAM a été accrédité cette année comme agent de subvention – a également joué un rôle déterminant. Pour concrétiser cette dynamique, il faudra des investissements directs plus importants, un alignement renforcé sur les stratégies nationales et une collaboration élargie avec les partenaires afin de développer durablement les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale.

À travers l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les institutions financières internationales disposent d'une occasion unique de promouvoir des cadres d'investissement durables, alignés sur les priorités gouvernementales et leurs engagements financiers envers les repas scolaires. Un engagement accru de leur part permettrait de faire avancer des solutions de financement innovantes, comme les échanges dette-contre-repas scolaires ou les mécanismes de financement liés au climat, tout en créant un espace budgétaire propice à la mise à l'échelle durable et efficace de ces programmes à long terme.

Dans les années à venir, l'implication croissante de nouveaux partenaires comme la Banque asiatique de développement représente une opportunité décisive pour renforcer la portée et l'impact des programmes d'alimentation scolaire menés par les gouvernements, illustrant de puissants exemples de coopération multilatérale en action.

2.5 La voie à suivre : cap vers une alimentation scolaire universelle

La deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition à Nairobi a marqué un tournant pour la Coalition pour l'alimentation scolaire, en définissant une feuille de route collective et claire pour 2025–2026 (voir encadré 2.1). La voie à suivre s'appuie sur les six priorités adoptées par la task force. La prochaine phase de la Coalition sera axée sur la mise en œuvre concrète de ces engagements avec une ambition et une coordination renforcées.

Une priorité centrale consistera à faire des repas scolaires un investissement essentiel dans le capital humain et la croissance économique. Cela impliquera d'intensifier le plaidoyer politique, de mobiliser les ministres des finances et les institutions financières internationales. L'Initiative sur le financement durable jouera un rôle clé dans ces efforts, en appuyant les pays dans la mobilisation de ressources nationales et extérieures en faveur de programmes durables et véritablement portés par les gouvernements.

La Coalition pour l'alimentation scolaire poursuivra également ses efforts d'accélération du soutien au niveau national, en facilitant l'assistance technique, l'échange de connaissances et les partenariats stratégiques pour renforcer les programmes nationaux. Le School Meals Impact Accelerator (Accélérateur d'impact pour l'alimentation scolaire) sera un levier essentiel dans ce travail, en garantissant un appui ciblé et adapté à la demande des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur, afin de développer des systèmes nationaux d'alimentation scolaire durables et efficaces.

Les données probantes et la redevabilité demeureront au cœur de la mission de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Grâce au Consortium de recherche, aux rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* et à la nouvelle base de données mondiale sur les repas scolaires mise en place par l'Initiative sur le Suivi et les Données, la Coalition renforcera l'accès à des données exploitables et partagera des analyses sur l'impact des programmes, leur rentabilité et les innovations.

Consciente de l'importance du leadership au niveau infranational, la Coalition continuera également à approfondir son engagement auprès des villes et des municipalités à travers son Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en mobilisant les responsables locaux et en veillant à ce que les villes et municipalités contribuent aux dialogues régionaux et mondiaux.

En regardant vers l'avenir, la Coalition pour l'alimentation scolaire entend tirer parti des plateformes mondiales pour amplifier son plaidoyer, notamment à l'occasion d'événements majeurs comme la présidence du G20 assurée par l'Afrique du Sud et la COP 30 au Brésil. Ces rassemblements seront stratégiques pour susciter un soutien politique de haut niveau et renforcer la coopération entre les pays membres.

Forte d'une vision claire et d'une collaboration renforcée, la Coalition pour l'alimentation scolaire est prête à traduire les engagements partagés en impacts durables pour garantir des programmes d'alimentation scolaire inclusifs, efficaces et durables au cœur du développement.



Une élève avec sa mère, qui fournit des produits agricoles pour l'alimentation scolaire au Cambodge.
World Vision/Dara Chhim, Ben Adams, Elissa Webster

References

Coalition for Healthy School Food. (2018). Our Guiding Principles Available at: <https://www.healthyschoolfood.ca/guiding-principles>

Hernandez, K., Engler-Stringer, R., Kirk, S., Wittman, H., & McNicholl, S. (2018). The case for a Canadian national school food program. 5(3), 208-229. Available at: <https://canadianfoodstudies.uwaterloo.ca/index.php/cfs/article/view/260>

Sustainable Financing Initiative (SFI) for School Health and Nutrition. (2023). School meal programmes: A missing link in food systems reform. Available at: <https://learninggeneration.org/wp-content/uploads/2024/06/School-meals-Food-Systems.pdf>

Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition. (2024).

Climate finance UNESCO, UNICEF, & WFP. (2023). Ready to learn and thrive: School health and nutrition around the world. Available at: <https://www.wfp.org/publications/ready-learn-and-thrive-school-health-and-nutrition-around-world-2023>

UNICEF, & WFP. (2025). Accelerating progress for schoolage children and adolescents through integrated school health and nutrition programming: A UNICEF-WFP collaboration in Eastern and Southern Africa Available at: <https://www.unnnutrition.org/news/unicef-wfp-collaboration-accelerating-progress-school-age-children-and-adolescents-eastern-and>

Watkins, K., Fiala, O., Haag, P., & Zubairi, A. (2024). School feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food systems and strengthen equity. Available at: <https://odi.org/en/publications/school-feeding-and-the-sustainable-development-goals-an-agenda-to-combat-child-hunger-boost-education-transform-food-systems-and-strengthen-equity/>

WFP. (2020). The impact of COVID-19 on school feeding around the world. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide>